
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024 – 2025

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Programme 02
Services de soutien auprès du premier
ministre et du Conseil exécutif

Éléments 01 - 02 - 03 - 04 - 05 - 06

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

Réponses aux demandes de renseignements généraux

Programme 02 - Services de soutien auprès du premier ministre
et du Conseil exécutif

Éléments 01 - 02 - 03 - 04 - 05 - 06

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

Table des matières

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2023-2024.
2. Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2023-2024.
3. Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur les réseaux sociaux et sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme.
4. Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.).
5. La liste des dépenses en formation de communication, en incluant et en indiquant celles du cabinet ministériel.
6. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2023-2024.
7. Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme.
8. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2023-2024 : la liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement, le total des coûts, le sommaire de tout contrat, etc.
9. Pour chaque projet de développement informatique, infonuagique ou de modernisation des systèmes informatiques, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer : le nom du projet, la nature du projet, etc
10. Concernant l'hébergement de données en infonuagique, fournir : les coûts estimés par année, les coûts totaux réels pour l'hébergement de données, etc.
11. De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2023-2024, ventilé par mois, de chacune des dépenses suivantes : la photocopie, le mobilier de bureau, l'ameublement, la décoration et l'embellissement, le distributeur d'eau de source, etc.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

12. De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2023-2024, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie.
13. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025.
14. Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2023-2024 et les prévisions pour l'année 2024-2025 de : a) le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées, etc.
15. Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2023-2024.
16. Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2023-2024.
17. Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2023-2024, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés.
18. Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2023-2024.
19. Liste des sommes d'argent versées en 2023-2024, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme.
20. Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère.
21. Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère.
22. Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2023-2024, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant.
23. Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

24. Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2023-2024.
25. Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.
26. Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : le nom du site Web, le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site, les coûts de construction du site, les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour, les coûts de modernisation ou de refonte, la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site, la fréquence moyenne de mise à jour, le responsable du contenu sur le site, etc.
27. Pour 2023-2024, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec.
28. La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2023-2024.
29. Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.
30. Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025.
31. L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2023-2024.
32. Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement demandé par le Secrétariat du Conseil du Trésor pour 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025.
33. Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2023-2024, ainsi que les prévisions pour 2024-2025 et 2025-2026, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

34. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2023-2024, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes au rendement et des bonis.
35. Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l'année financière 2023-2024 le montant total des primes au rendement et des bonis versés au personnel de cabinet.
36. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2023-2024, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.
37. Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2023-2024 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.
38. La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2023-2024 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2024-2025. Pour chacun de ces programmes existants en 2023-2024, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2024-2025, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.
39. Indiquer les nouvelles initiatives ou toutes majorations apportées à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.
40. Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres).
41. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2023-2024 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).
42. Pour chaque ministère et organisme public incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle.
43. Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

44. Tout montant dépensé par le ministère ou l'organisme en 2023-2024 visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre des activités du ministère ou de l'organisme.
45. Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région, fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2023-2024, etc.
46. Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : Plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2021-2024.
47. Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : m) Plan d'action de développement durable 2023-2028
48. Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : oo) Rapport de la Commission spéciale sur les droits des enfants et de la protection de la jeunesse;
49. Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de : III) tout autre plan d'action ministériel ou interministériel pour lequel le ministère ou l'organisme est impliqué.
50. Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2023-2024, au sein du ministère ou de l'organisme.
51. Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2023-2024 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.
52. Concernant toute mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2023-2024.
53. Pour tout contrat accordé par le ministère ou l'organisme en 2023-2024 ou ayant cours en 2024-2025 auprès d'une firme de consultation.
54. Liste des CT réunions en indiquant qui a fait la demande (cabinet, sous-ministre, ministère), la liste des personnes présentes, les coûts et le nom des fournisseurs.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

55. Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, activités de développement, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2023-2024.
56. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2023-2024 : la liste de tous les concours et tirages réalisés, les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix, etc.
57. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2023-2024: le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques; le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques; etc.
58. Pour le ministère et chacun de ses organismes, agences ou autres relevant du ministère, veuillez nous indiquer : le nombre d'incidents de sécurité de l'information; le type d'incidents et les sommes dépensées en gestion des incidents.
59. Veuillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages.
60. Fournir les dépenses allouées à la consultation avec les Autochtones. Fournir la liste des projets du ministère ayant inclus une consultation des représentants autochtones.
61. Proportion du nombre et de la valeur des contrats conclus de gré à gré, depuis 5 ans.
62. Indiquer le nombre et la valeur monétaire des contrats octroyés à des firmes-conseils; fournir lesdits contrats le cas échéant.
63. Indiquer le montant des dépenses supplémentaires entraînées par la pandémie de Covid-19.
64. Indiquer les dépenses encourues en vue de l'implantation du nouveau régime de dotation découlant de l'adoption du projet de loi 60 de la 42^e législature.
65. Indiquer le montant des amendes perçues en vertu de l'application des lois dont votre ministère est responsable de l'application. Ventiler par loi et articles, depuis 5 ans.
66. Indiquer la valeur des contrats totaux en sous-traitance ainsi que la proportion du travail effectué par des sous-traitants.
67. Indiquer la valeur totale des services tarifés, et ventiler par catégorie.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

68. Indiquer la valeur des actifs possédés; meubles et immeubles
69. Indiquer les coûts de systèmes estimés depuis 5 ans.
70. Total des sommes versées à titre de dommages exemplaires ou punitifs pour l'ensemble des jugements rendus.
71. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2023-2024 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics.
72. Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme en 2023-2024.
73. Pour 2023-2024, le nombre de cadres et de dirigeants de la fonction publique, incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée. Pour chaque personne : fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions, fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.
74. La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires versés à ces personnes.
75. Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : rr) Rapport « Le racisme au Québec, Tolérance Zéro » du Groupe d'action contre le racisme;
76. Pour 2023-2024, le nombre de cadres et de dirigeants de la fonction publique, incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

Demandes de renseignements généraux – questions non répondues et motifs

# demande 2024-2025	# demande 2024-2025 Opp. off. (PLQ)	# demande 2024-2025 2e opp. (QS)	# demande 2024-2025 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2024-2025 non répondues	Motif
NR1	N/A	N/A	G06	Formation en communication Personnel politique	La liste des dépenses en formation de communication organisée pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés en indiquant : a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025; b) le but visé par chaque dépense; c) la nature de la formation; d) les personnes ou la firme qui ont donné la formation; e) les personnes qui ont reçu la formation ainsi que le titre de leur fonction.	Référez à la réponse de la demande générale 5.
NR2	N/A	N/A	G16l	Postes par catégorie d'emploi	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025 : m) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions);	Référez à la réponse de la demande générale 13i.
NR3	N/A	N/A	G17c	Départs à la retraite prévus	Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2023-2024 et les indemnités de retraite qui seront versées.	Référez à la réponse de la demande générale 14a.
NR4	G17	N/A	N/A	Demandes de rétrocession espaces non occupés	Liste des demandes de rétrocession des espaces non occupés concernant des baux de location. Pour chacune des demandes et pour chaque bail, préciser : a) la date de la demande; b) l'adresse des locaux visés par la demande; c) la superficie totale du bail de location; d) la superficie non occupée du bail de location au moment de la demande; e) les économies visées; f) la réponse de la SQI ou du locateur en indiquant la date de la réponse.	Référez à la réponse de la demande générale 15.
NR5	G19	N/A	N/A	Portrait actifs excédentaires	Portrait des actifs excédentaires, ratio location propriété et nouveau pied-carrés en propriété.	Référez à la réponse de la demande générale 16.
NR6	G21	N/A	G19	Aménagement Cabinet	De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2023-2024, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant : a) les dates des travaux; b) les coûts; c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.	Référez à la réponse de la demande générale 17.
NR7	N/A	N/A	G25	Postes abolis par catégorie bureaux régionaux	Pour chaque ministère et organisme depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par bureau régional et par catégorie d'emploi, ainsi que les prévisions pour 2024-2025.	Référez à la réponse de la demande générale 13o.
NR8	N/A	N/A	G26	Effectifs par catégorie d'emploi bureaux régionaux	Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2024-2025, par mission.	Référez à la réponse de la demande générale 13i.
NR9	N/A	N/A	G31	Nominations négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs	Nominations, pour 2023-2024, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée: a) la liste; b) les mandats; c) les contrats; d) le résultat du travail effectué; e) les échéances prévues; f) les sommes impliquées.	Référez à la réponse de la demande générale 6.
NR10	G47	N/A	N/A	Masse salariale	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2023-2024, le montant total de la masse salariale en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).	Référez à la réponse de la demande générale 37.
NR11	G52	N/A	N/A	Dépenses publicitaires - médias communautaires et Internet	Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme, indiquer : a) le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant ; b) le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.	Référez à la réponse de la demande générale 3
NR12	G58	N/A	N/A	Coût matériel télétravail	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2023-2024 au sujet de l'acquisition de matériel pour fins de télétravail (Tablettes, cellulaires, aménagement de bureau, remboursement de frais d'internet, etc.)	Référez à la réponse de la demande générale 6.
NR13	G59	N/A	N/A	Dépenses sécurité informatique	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2023-2024 en matière de sécurité informatique en spécifiant précisément les sommes dépensées en frais de consultants en sécurité informatique.	Référez à la réponse de la demande générale 6.

# demande 2024-2025	# demande 2024-2025 Opp. off. (PLQ)	# demande 2024-2025 2e opp. (QS)	# demande 2024-2025 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2024-2025 non répondues	Motif
NR14	G60	N/A	N/A	Dépenses vidéoconférence	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2023-2024 pour l'acquisition de services de vidéo-conférence (ZOOM, Teams, etc.) : a) la liste des contrats; b) le nom du fournisseur; c) le montant déboursé.	Référer à la réponse de la demande générale 6.
NR15	G64	N/A	N/A	Postes abolis et mutés sous le régime du RQAP	Pour le ministère et chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère, veuillez nous indiquer : a) le nombre de postes abolis alors que l'employé était sous le régime du RQAP au cours de la dernière année, par région et en incluant les raisons de l'abolition du poste; b) le nombre de postes mutés alors que l'employé était sous le régime du RQAP au cours de la dernière année, par région et en incluant les raisons de mutation du poste.	Référer à la réponse de la demande générale 13o.
NR16	N/A	G01	N/A	Postes ouverts et comblés	Nombre de postes ouverts pour l'année financière et nombre de postes comblés pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.	Référer à la réponse de la demande générale 13i.
NR17	N/A	G02	N/A	Postes non comblés	Nombre de postes total et proportion de postes non comblés.	Référer à la réponse de la demande générale 13q.
NR18	N/A	G03	N/A	Nombre et proportion départs	Nombre de départs et proportion des départs pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.	Référer à la réponse de la demande générale 13n.
NR19	N/A	G04	N/A	Proportion femmes/hommes postes cadres supérieurs	Proportion de femmes et d'hommes dans les postes de cadres supérieurs.	Référer à la réponse de la demande générale 13a et 13b.
NR20	N/A	G05	N/A	Proportion diversité postes cadres supérieurs	Proportion de personnes issues de la diversité dans les postes de cadres supérieurs	Référer à la réponse de la demande générale 13a et 13b.
NR21	N/A	G11	N/A	Acquisitions marchés publics 5 dernières années	Indiquer le montant et la proportion des acquisitions de marchés publics de votre ministère selon la provenance du bien ou service acquis, depuis 5 ans. Ventiler en biens et services.	Référer à la réponse de la demande générale 6.
NR22	N/A	G15	N/A	Dépenses PAE 5 dernières années	Indiquer les dépenses encourues au titre de tout « Programme d'aide aux employés » (PAE) depuis 5 ans.	Référer à la réponse de la demande générale 52
NR23	N/A	G18	N/A	Superficie et dépenses - locaux utilisés	Indiquer la superficie et les dépenses encourues relativement aux locaux physiques utilisés par votre ministère, depuis 5 ans.	Référer à la réponse de la demande générale 15.
NR24	N/A	G25	N/A	Bilan des efforts de diminution GES	Indiquer les dépenses effectuées dans le cadre du plan d'action de développement durable du ministère ou de l'organisme ainsi que le bilan des efforts de diminution d'émission de GES au sein du ministère ou de l'organisme.	Référer à la demande générale 47.
NR25	N/A	G27	N/A	Coût de reconduction des programme	Indiquer le coût de reconduction des programmes estimés depuis 5 ans.	Référer à la réponse de la demande générale 38.
NR26	N/A	G28	N/A	Effectifs par territoire	Énumérer chaque direction régionale, en indiquant le territoire couvert par celle-ci, la municipalité d'établissement, le titulaire du poste de direction et l'effectif équivalent à temps complet.	Référer à la réponse de la demande générale 13i.
NR27	N/A	N/A	G11	Contrats cabinet	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2023-2024, en indiquant, pour chaque contrat : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat; c) leur mandat et le résultat (rapport ou document final); d) le coût; e) l'échéancier; f) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.	Référer à la réponse de la demande générale 6.

# demande 2024-2025	# demande 2024-2025 Opp. off. (PLQ)	# demande 2024-2025 2e opp. (QS)	# demande 2024-2025 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2024-2025 non répondues	Motif
NR28	G11	N/A	N/A	Utilisation de logiciels d'intelligence artificielle	Concernant l'utilisation de logiciels d'intelligence artificielle (IA) dans les ministères et organismes, veuillez nous fournir : a) la liste des projets visés et l'objectif visé par chacun de ces projets; b) les sommes investies pour l'utilisation ou la conception de logiciel utilisant l'IA; c) le coût des licences d'utilisation associées à des logiciels utilisant des système d'IA; d) la liste des contrats externes octroyés pour la mise en œuvre d'outils d'IA au sein des ministères et organismes et les firmes retenues pour les accomplir; e) les coûts d'entretien ou de mise à jour pour chacun de ces projets; f) le nombre d'employés (ETC) affectés à chacun de ces projets d'implantation de technologie d'IA; g) la liste des enjeux de sécurité liés à l'utilisation de fonctionnalités d'IA.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Cybersécurité et du Numérique pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR29	G44a	N/A	N/A	Programmes financés par le Fonds d'électrification et de changements climatiques	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : a) le Fonds d'électrification et de changements climatiques.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR30	G44b	N/A	G53	Programmes financés par le Fonds des ressources naturelles	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : b) le Fonds des ressources naturelles.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR31	G44c	N/A	N/A	Programmes financés par le Fonds de transition, d'innovation et d'efficacité énergétiques	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : c) le Fonds de transition, d'innovation et d'efficacité énergétiques.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR32	G44d	N/A	N/A	Programmes financés par le Fonds du Plan Nord	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : d) le Fonds du Plan Nord.	La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR33	G45	N/A	G54	Contrats service juridiques	Pour chacune des cinq années, les sommes allouées à l'externe pour tout type de service juridique et préciser la raison pour laquelle les services ont été traités à l'externe ainsi que les professionnels qui ont donné ces services.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Justice en ce qui concerne les directions des affaires juridiques des ministères pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR34	G56a	N/A	N/A	Opération main d'œuvre Secteur prioritaires	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : a) Opération main-d'œuvre – Mesures ciblées pour certains secteurs prioritaires;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR35	G56b	N/A	N/A	Plan culturel numérique du Québec	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : b) Plan culturel numérique du Québec;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Culture et des Communications pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR36	G56c	N/A	N/A	Stratégie pour l'essor de la créativité numérique en culture 2023-2028	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : c) Stratégie pour l'essor de la créativité numérique en culture 2023-2028;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Culture et des Communications pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR37	G56d	N/A	N/A	Stratégie québécoise de commémoration « Je me souviens »	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : d) Stratégie québécoise de commémoration « Je me souviens »;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Culture et des Communications pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR38	G56e	N/A	N/A	Politique bioalimentaire 2018-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : e) Plan d'action 2018-2023 de la Politique bioalimentaire;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR39	G56f	N/A	N/A	Politique mobilité durable 2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : f) Plan d'action 2018-2023 de la Politique de mobilité durable 2030;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports et de la Mobilité durable pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).

# demande 2024-2025	# demande 2024-2025 Opp. off. (PLQ)	# demande 2024-2025 2e opp. (QS)	# demande 2024-2025 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2024-2025 non répondues	Motif
NR40	G56h	N/A	N/A	Plan d'action pour favoriser le respect et la civilité	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : h) Plan d'action pour favoriser le respect et la civilité;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR41	G56i	N/A	N/A	Plan d'action en occupation et en vitalité des territoires 2020-2022 (prolongé jusqu'en 2024)	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : i) Plan d'action en occupation et en vitalité des territoires 2020-2022 (prolongé jusqu'en 2024)	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR42	G56j	N/A	N/A	Plan d'action Criminalité au Nunavik	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : j) Plan d'action concernant les conditions de détention, l'administration de la justice et la prévention de la criminalité au Nunavik;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Sécurité publique pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR43	G56k	N/A	N/A	Plan d'action 2023-2024 élaboré par les partenaires de la Table Justice-Québec	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure :k) Plan d'action 2023-2024 élaboré par les partenaires de la Table Justice-Québec;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Justice en ce qui concerne les directions des affaires juridiques des ministères pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR44	G56l	N/A	N/A	Plan d'action pour contrer l'intimidation et cyberintimidation 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : l) Plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation 2020-2025;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Famille pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR45	G56n	N/A	N/A	Plan d'action Services publics d'emplois 2023-2024	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : n) Plan d'action des services publics d'emplois 2023-2024;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR46	G56o	N/A	N/A	Plan d'action en économie numérique	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : o) Plan d'action en économie numérique;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR47	G56p	N/A	N/A	Plan d'action Sécurité civile - inondations	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : p) Plan d'action en matière de sécurité civile relatif aux inondations;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Sécurité publique, et ce, pour tous les ministères et organismes pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR48	G56q	N/A	N/A	Rapport de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : q) Plan d'action gouvernemental 2021-2026 en réponse aux recommandations de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Sécurité publique pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR49	G56r	N/A	N/A	Plan d'action Simplification démarches administratives - décès 2022-2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : r) Plan d'action gouvernemental de simplification des démarches administratives à la suite d'un décès 2022-2027;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR50	G56s	N/A	N/A	Plan d'action économie sociale 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : s) Plan d'action gouvernemental en économie sociale 2020-2025;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR51	G56t	N/A	N/A	PAGAC	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : t) Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR52	G56u	N/A	N/A	Plan d'action allègement réglementaire et admin. 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : u) Plan d'action gouvernemental en matière d'allègement réglementaire et administratif 2020-2025;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).

# demande 2024-2025	# demande 2024-2025 Opp. off. (PLQ)	# demande 2024-2025 2e opp. (QS)	# demande 2024-2025 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2024-2025 non répondues	Motif
NR53	G56v	N/A	N/A	Plan d'action - Contre la violence conjugale, Agissons	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : v) Plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023 : «Contre la violence conjugale, Agissons»;	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat à la condition féminine pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR54	G56w	N/A	N/A	Plan d'action Lutter contre la maltraitance envers les personnes âgées	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : w) Plan d'action gouvernemental pour lutter contre la maltraitance envers les personnes âgées;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services sociaux pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR55	G56x	N/A	N/A	Reconnaissance des compétences - personnes immigrantes	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : x) Plan d'action interministériel concerté en reconnaissance des compétences des personnes immigrantes;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR56	G56y	N/A	N/A	Plan d'action - Prévenir, réduire et traiter	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : y) Plan d'action interministériel en dépendance 2018-2028, « Prévenir, réduire et traiter »;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services sociaux pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR57	G56z	N/A	N/A	Plan d'action itinérance 2021-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : z) Plan d'action interministériel en itinérance 2021-2026;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services sociaux pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR58	G56aa	N/A	N/A	Plan d'action santé mentale 2022-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : aa) Plan d'action interministériel en santé mentale 2022-2026;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services sociaux pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR59	G56bb	N/A	N/A	Politique gouvernementale de prévention en santé	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : bb) Plan d'action interministériel 2022-2025 de la Politique gouvernementale de prévention en santé;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services sociaux pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR60	G56cc	N/A	N/A	Plan d'action Industrie transport terrestre et mobilité durable 2018-2023	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : cc) Plan d'action pour l'industrie du transport terrestre et de la mobilité durable 2018-2023;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports et de la Mobilité durable pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR61	G56dd	N/A	N/A	Plan d'action Investissements étrangers et exportations 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : dd) Plan d'action pour la croissance des investissements étrangers et des exportations 2020-2025;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR62	G56ee	N/A	N/A	Plan d'action croissance technologies propres 2018-2023	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : ee) Plan d'action pour la croissance et les technologies propres 2018-2023;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR63	G56ff	N/A	N/A	Plan d'action Agrotourisme et tourisme gourmand 2022-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : ff) Plan d'action pour la promotion internationale de l'agrotourisme et du tourisme gourmand 2022-2025;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Relations internationales et de la Francophonie pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR64	G56gg	N/A	N/A	Plan d'action Activités physiques, sportives et récréatives 2022-2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : gg) Plan d'action pour valoriser la pratique d'activités physiques, sportives et récréatives au Québec 2022-2027;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des L'Éducation pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR65	G56hh	N/A	N/A	Plan d'action violence conjugale	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : hh) Plan d'action spécifique pour prévenir les situations de violence conjugale à haut risque de dangerosité et d'accroître la sécurité des victimes 2020-2025;	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat à la condition féminine pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR66	G56ii	N/A	N/A	Plan d'action - Un Québec pour tous les âges	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : ii) Plan d'action 2018-2023 : «Un Québec pour tous les âges»;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services sociaux pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).

# demande 2024-2025	# demande 2024-2025 Opp. off. (PLQ)	# demande 2024-2025 2e opp. (QS)	# demande 2024-2025 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2024-2025 non répondues	Motif
NR67	G56jj	N/A	N/A	Plan de protection face aux inondations	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : jj) Plan de protection du territoire face aux inondations : des solutions durables pour mieux protéger nos milieux de vie;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR68	G56kk	N/A	N/A	Plan directeur en transition, innovation et efficacité énergétique du Québec	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : kk) Plan directeur en transition, innovation et efficacité énergétique du Québec;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR69	G56ll	N/A	N/A	Plan d'agriculture durable 2020-2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : ll) Plan pour une agriculture durable 2020-2030 et plans d'action régionnaux 2021-2025;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR70	G56mm	N/A	N/A	Plan pour une économie verte 2020-2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : mm) Plan pour une économie verte 2020-2030;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR71	G56nn	N/A	N/A	Plan d'action en entrepreneuriat – Oser entreprendre 2022-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : nn) Plan québécois en entrepreneuriat 2022-2025;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR72	G56oo	N/A	N/A	Valorisation des minéraux critiques et stratégiques 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : oo) Plan québécois pour la valorisation des minéraux critiques et stratégiques 2020-2025;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR73	G56pp	N/A	N/A	Plan de mise en valeur du territoire public 2022-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : pp) Plan de mise en valeur du territoire public 2022-2026;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR74	G56qq	N/A	N/A	Politique culturelle du Québec	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : qq) Politique culturelle du Québec;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Culture et des Communications pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR75	G56rr	N/A	N/A	Rapport Groupe d'action contre le racisme	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : rr) Rapport « Le racisme au Québec, Tolérance Zéro » du Groupe d'action contre le racisme;	La réponse à cette question sera transmise par le Bureau de coordination de la lutte contre le racisme pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR76	G56tt	N/A	N/A	Rapport accompagnement des victimes d'agressions sexuelles et de violence conjugale	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : tt) Rapport du Comité d'experts sur l'accompagnement des victimes d'agressions sexuelles et de violence conjugale « Rebâtir la confiance »;	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat à la condition féminine pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR77	G56uu	N/A	N/A	Enquête nationale - femmes et filles autochtones	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : uu) Recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées;	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat aux relations avec les Premières nations et les Inuit pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR78	G56vv	N/A	N/A	Suivi de recommandations - Commission des autochtones	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : vv) Recommandations du rapport de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Rapport Viens);	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat aux relations avec les Premières nations et les Inuit pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR79	G56ww	N/A	N/A	Stratégie d'aménagement durable des forêts	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : ww) Stratégie d'aménagement durable des forêts;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR80	G56xx	N/A	N/A	Stratégie de développement de l'industrie québécoise des produits forestiers 2018-2023	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : xx) Stratégie de développement de l'industrie québécoise des produits forestiers;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).

# demande 2024-2025	# demande 2024-2025 Opp. off. (PLQ)	# demande 2024-2025 2e opp. (QS)	# demande 2024-2025 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2024-2025 non répondues	Motif
NR81	G56yy	N/A	N/A	Stratégie de transformation numérique gouvernementale 2019-2023	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : yy) Stratégie de transformation numérique gouvernementale 2019-2023;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Cybersécurité et du Numérique pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR82	G56zz	N/A	N/A	Stratégie maritime 2015-2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : zz) Stratégie maritime 2015-2030;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports et de la Mobilité durable pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR83	G56aaa	N/A	N/A	Stratégie nationale d'achats d'aliments québécois	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : aaa) Stratégie nationale d'achats d'aliments québécois;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR84	G56bbb	N/A	N/A	Stratégie nationale de production de bois	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : bbb) Stratégie nationale de production de bois;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR85	G56ccc	N/A	N/A	Stratégie nationale sur la main d'oeuvre 2018-2023	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : ccc) Stratégie nationale sur la main-d'oeuvre 2018-2023;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR86	G56ddd	N/A	N/A	Stratégie pour un Québec sans tabac 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : ddd) Stratégie pour un Québec sans tabac 2020-2025;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services sociaux pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR87	G56eee	N/A	N/A	Stratégie québécoise de développement de l'aluminium 2015-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : eee) Stratégie québécoise de développement de l'aluminium 2015-2025;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR88	G56fff	N/A	N/A	Stratégie québécoise de l'aérospatiale 2016-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : fff) Stratégie québécoise de l'aérospatiale 2016-2026;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR89	G56ggg	N/A	N/A	Stratégie québécoise de l'eau 2018-2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : ggg) Stratégie québécoise de l'eau 2018-2030;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR90	G56hhh	N/A	N/A	Stratégie québécoise des sciences de la vie 2017-2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : hhh) Stratégie québécoise des sciences de la vie 2017-2027;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR91	G56iii	N/A	N/A	Plan d'action - relance des exportations	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : iii) Vision internationale du Québec et du Plan d'action pour la relance des exportations;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie pour le "Plan d'action pour la relance des exportations" et par le ministère des Relations internationales et de la Francophonie pour la "Vision internationale du Québec" pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR92	G56jjj	N/A	N/A	Plan d'action en tourisme d'affaires 2023-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : jjj) Plan d'action en tourisme d'affaires 2023-2026	La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Tourisme pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR93	G56kkk	N/A	N/A	Plan d'action Avantage Saint-Laurent 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : kkk) Plan d'action Avantage Saint-Laurent 2020-2025	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports et de la Mobilité durable pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR94	N/A	G07	N/A	Véhicules	Fournir le budget concernant la dotation de véhicules au sein du ministère ou de l'organisme, ventilée par région, en indiquant : a) le nombre total de véhicules; b) le nombre de véhicules hybrides rechargeables; c) le nombre de véhicules électriques.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports et de la Mobilité durable pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).

# demande 2024-2025	# demande 2024-2025 Opp. off. (PLQ)	# demande 2024-2025 2e opp. (QS)	# demande 2024-2025 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2024-2025 non répondues	Motif
NR95	N/A	G09	N/A	Analyse différenciée selon les sexes	Fournir le budget réservé à la réalisation d'analyses différenciées selon les sexes (ADS+). Donner le budget de ces analyses en ETC ou le montant des contrats octroyés.	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat à la condition féminine pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR96	N/A	G10	N/A	Dépenses PNSC 5 dernières années	Indiquer les dépenses encourues par votre ministère dans le cadre des missions prévues au Plan national de sécurité civile (PNSC) du gouvernement du Québec dans lesquelles le ministère est impliqué depuis 5 ans.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Sécurité publique pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR97	N/A	G19	N/A	Dépenses soutien législatif	Indiquer les dépenses encourues pour le soutien législatif apporté par votre ministère dans le développement et l'étude des différentes législations adoptées.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Justice en ce qui concerne les directions des affaires juridiques des ministères pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR98	N/A	G29	N/A	Sommes versées dommages et intérêts	Total des sommes versées à titre de dommages et intérêts par l'État à la suite de poursuites judiciaires dans lesquelles le gouvernement était représenté par le procureur général du Québec. Lister les 10 causes ayant entraîné les plus grandes sommes.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Justice en ce qui concerne les directions des affaires juridiques des ministères pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR99	N/A	N/A	G09	Contrats santé publique	Liste détaillée de tous les contrats accordés en vertu des articles 118 et 123 de la Loi sur la santé publique, en indiquant : a) le nom du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le coût; d) l'état de prestation des services; e) l'échéancier.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services sociaux pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR100	N/A	N/A	G45	Déplacés de leur fonction suite aux changements de gouvernement	Pour 2023-2024, le nombre de cadres et de dirigeants de la fonction publique, incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels. Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif pour tous les ministères et organismes (Chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR101	N/A	N/A	G50	ETC Stratégie maritime	Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2023-2024 et prévisions pour 2024-2025.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports et de la Mobilité durable pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR102	N/A	N/A	G51	Budget Stratégie maritime	Ventilation du budget du ministère consacrée à la Stratégie maritime pour 2023-2024 et prévisions pour 2024-2025.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports et de la Mobilité durable pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR103	N/A	N/A	G52	Programmes financés par le Fonds vert	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR104	G14h	N/A	G16g	Plaintes harcèlement psychologique	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025 : h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR105	N/A	N/A	G36	Ententes gouvernement fédéral et provinces	La liste des ententes et leur nature, signées en 2023-2024 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR106	G49	N/A	N/A	Liste de tous les rapports, études, avis, analyses, enquêtes	Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2023-2024 en indiquant pour chacun : a) le sujet ; b) la ou les raisons pour lesquelles il a été produit ou commandé ; c) les coûts reliés à sa réalisation ; d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu. Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

# demande 2024-2025	# demande 2024-2025 Opp. off. (PLQ)	# demande 2024-2025 2e opp. (QS)	# demande 2024-2025 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2024-2025 non répondues	Motif
NR107	G55	N/A	N/A	Objectifs exemplarité Charte de la langue française	Copie des objectifs d'exemplarité et des indicateurs permettant de mesurer l'atteinte de ceux-ci en vertu de l'article 13.1 de la Charte de la langue française;	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR108	N/A	G20	N/A	Nombre de membres ordre professionnel	Indiquer le nombre de membres d'un ordre professionnel, par ordre.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR109	N/A	G22	N/A	Personnes affectés aux enquêtes et surveillance de l'application de la loi	Indiquer le personnel affecté aux enquêtes et à la surveillance de l'application de la loi.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR110	N/A	N/A	G47	Ententes de confidentialité - projets de loi, des politiques, des stratégies, etc.	Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR111	N/A	N/A	G55	Actes répréhensibles	Pour le ministère et chacun de ses organismes, en 2023-2024 [†] , indiquer le nombre de divulgations d'actes répréhensibles reçues, le nombre d'enquêtes (débutées, en cours ou terminées), ainsi que le nombre de divulgations fondées, y compris celles ayant mené à des mesures correctives. Préciser, pour chaque divulgation, la catégorie d'actes répréhensibles visée à l'article 4 de la Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics (2016, chapitre 34). [†]	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RÉPONSE AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2023-2024 :
- a) les endroits et dates de départ et de retour;
 - b) la copie des programmes et rapports de mission;
 - c) les personnes rencontrées;
 - d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
 - e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
 - f) le montant dépensé pour l'achat de crédits carbone visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre générées par le voyage;
 - g) pour les organismes, le nom des dirigeants et des fonctionnaires concernés;
 - h) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant:
 - les détails de ces ententes;
 - les résultats obtenus à ce jour;
 - i) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.

VOYAGE (but, endroits, dates)	COÛT TOTAL (\$)	PARTICIPANTS
<u>Moncton et Toronto (Nouveau-Brunswick et Ontario), 4 au 5 juillet 2023</u> Déplacement au Bureau du Québec dans les Provinces atlantiques et au Bureau du Québec à Toronto afin de faire l'installation de matériel informatique	1 453	Tremblay, Bruno - Technicien en informatique
<u>Winnipeg (Manitoba), du 9 au 13 juillet 2023</u> Rencontre estivale des premiers ministres des provinces et territoires	21 710	Legault, François - Premier ministre (mission du 9 au 13 juillet 2023)
		Derome, Martin - Technicien en informatique (mission du 7 au 13 juillet 2023)
		Mourelatos, Stavros - Conseiller politique (mission du 8 au 13 juillet 2023)
		Nadeau, Émilie - Photographe (mission du 9 au 13 juillet 2023)
		Simard-Leduc, Guillaume - Conseiller politique (mission du 9 au 13 juillet 2023)
		Sauves, Ewan - Conseiller politique (mission du 9 au 13 juillet 2023)

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RÉPONSE AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2023-2024 :

VOYAGE (but, endroits, dates)	COÛT TOTAL (\$)	PARTICIPANTS
<u>Moncton et Toronto (Nouveau-Brunswick et Ontario), 9 au 10 août 2023</u> Déplacement au Bureau du Québec dans les Provinces atlantiques et au Bureau du Québec à Toronto afin de faire l'installation de matériel informatique	3 360	Lachance, Simon - Technicien en informatique
		Tremblay, Bruno - Technicien en informatique
<u>Ottawa (Ontario), 16 au 19 août 2023</u> Conférence conjointe annuelle 2023 de l'Association des conseillers parlementaires au Canada et de l'Association des conseillers législatifs au Canada	1 453	Boileau, Ariel G. - Secrétaire adjoint
<u>New York (États-Unis), 18 au 20 septembre 2023</u> Sommet sur l'ambition climatique	51 172	Legault, François - Premier ministre (mission du 18 au 20 septembre 2023)
		Mourelatos, Stavros - Conseiller politique (mission du 16 au 20 septembre 2023)
		Nadeau, Émilie - Photographe (mission du 18 au 20 septembre 2023)
		Simard-Leduc, Guillaume - Conseiller politique (mission du 18 au 20 septembre 2023)
		Sauves, Ewan - Conseiller politique (mission du 18 au 20 septembre 2023)
Les renseignements concernant les ministres, les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 18): https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/conseil-executif/acces-information/frais-depenses. En ce qui concerne la sous question f), l'information fournie à cette question est incluse dans la réponse de la question 44.		

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

2. Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d’organismes pour 2023-2024 :
- a) les raisons du déplacement;
 - b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
 - c) les coûts ventilés;
 - d) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.

DÉTAIL DES SOMMES DÉPENSÉES POUR LES VOYAGES EN AVION DU PREMIER MINISTRE DU 1 ^{er} AVRIL 2023 AU 31 JANVIER 2024					
ITINÉRAIRE	RAISON DU DÉPLACEMENT	DATE DE DÉPART	DATE DE RETOUR	NOMBRE DE VOYAGES	COÛT (\$)
<u>Destinations au Québec</u>					
Gatineau	Visite à la suite des inondations	3 mai 2023	3 mai 2023	1	1 504
Sept-Îles	Point sur les feux de forêt au Québec	6 juin 2023	6 juin 2023	1	8 060
La Sarre et Lebel-sur-Quévillon	Rencontre avec les autorités municipales et des intervenants combattant des feux de forêt	17 juillet 2023	17 juillet 2023	1	10 289
Alma, Roberval et Jonquière	Rencontres de travail et participation au caucus de la rentrée parlementaire	5 septembre 2023	8 septembre 2023	1	9 801
La Romaine	Inauguration du complexe de la Romaine	12 octobre 2023	12 octobre 2023	1	5 479
Gaspé	Visite de préparation et de repérage	14 novembre 2023	17 novembre 2023	1	1 280
TOTAL - TRANSPORT AÉRIEN				6	36 413
L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 17): https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/conseil-executif/acces-information/frais-depenses					

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

3. Liste des dépenses en publicité (incluant sur les réseaux sociaux et sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :

- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2023-2024, et les prévisions pour 2024-2025;**
- b) les noms des firmes de publicité retenues;**
- c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d’octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);**
- d) le but visé par chaque dépense;**
- e) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l’organisme bénéficiaire;**
- f) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographie;**
- g) la répartition du placement médias en indiquant le coût par média ainsi que les dates de diffusion;**
- h) le rapport de statistiques sur la portée et la clientèle visée et l'atteinte des objectifs ou toute évaluation réalisée de l'impact de la campagne.**

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 24). L'information est disponible à l'adresse suivante :
<http://www.acces.mce.gouv.qc.ca/depenses/pub/contrat-pub-promo.asp>.

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et est diffusée mensuellement sur le site du Ministère <https://www.acces.mce.gouv.qc.ca/engagements-et-contrats/index.asp>.
Pour les contrats de 25 000 \$ et moins, ceux-ci peuvent être conclus de gré à gré.

Les coûts reliés aux frais de publicité concernant les bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinet et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

4. Liste des dépenses pour l’organisation et la tenue de conférences de presse, d’événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) séparément :

Par le cabinet ministériel :

- a) les sommes dépensées en 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025, ventilées par type d'événement;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;
- d) si l'événement s'est tenu virtuellement.

Par le ministère ou l'organisme :

- e) les sommes dépensées en 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025, ventilées par type d'événement;
- f) le but visé par chaque dépense;
- g) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;
- h) si l'événement s'est tenu virtuellement.

Par un professionnel ou par une firme externe :

- i) les sommes dépensées en 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025, ventilées par type d'événement;
- j) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- k) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d’octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- l) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
- m) le but visé par chaque dépense;
- n) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;
- o) si l'événement s'est tenu virtuellement.

TYPE D'ÉVÉNEMENT	BUT	FOURNISSEURS	SOMMES DÉPENSÉES 2023-2024 (\$)
Conférence de presse (3 mars 2023)	Inauguration de la maison des aînés et alternative de Rivière-du-Loup	Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	2 920
Conférence de presse (3 mars 2023)	Annonce concernant la protection du territoire	Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	4 110
Conférence de presse (24 mars 2023)	Point de presse concernant la fermeture du chemin Roxhan	Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	803

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

4. Liste des dépenses pour l’organisation et la tenue de conférences de presse, d’événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) séparément :

TYPE D'ÉVÉNEMENT	BUT	FOURNISSEURS	SOMMES DÉPENSÉES 2023-2024 (\$)
Rencontre (28 mars 2023)	Rencontre virtuelle avec des chefs autochtones	Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	9 466
Conférence de presse (4 avril 2023)	Annonce concernant le chantier naval au Québec (Chantier Davie)	Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	418
Cérémonie (5 avril 2023)	Cérémonie de l'Ordre national du Québec	Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	2 142
Séance de consultation (1er mai 2023)	Dialogue sur les langues autochtones à Val-d'Or	Forestel	1 194
Séance de consultation (12 mai 2023)	Dialogue sur les langues autochtones à Uashat	Discoflash	6 337
Conférence de presse (26 mai 2023)	Annonce concernant le développement du tourisme régional	Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	7 391
Conférence de presse (6 juin 2023)	État de situation sur les feux de forêt au Québec	Discoflash	1 048
Conférence de presse (9 juin 2023)	Bilan de la fin de la session parlementaire de l'automne 2023	Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	2 134
Conférence de presse (5 septembre 2023)	Annonce concernant la transition énergétique et le développement de la filière batterie québécoise	Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	3 407
Événement (6 septembre 2023)	Rencontre avec des élus de la région du Saguenay–Lac-Saint-Jean	Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	3 822

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

4. Liste des dépenses pour l’organisation et la tenue de conférences de presse, d’événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) séparément :

TYPE D'ÉVÉNEMENT	BUT	FOURNISSEURS	SOMMES DÉPENSÉES 2023-2024 (\$)
Conférence de presse (28 septembre 2023)	Annonce concernant Northvolt	Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	131
Conférence de presse (10 octobre 2023)	Inauguration de l'école Irénée-Lussier	Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	12 189
Conférence de presse (12 octobre 2023)	Inauguration de la Romaine avec le premier ministre	Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	1 834
Conférence de presse (27 octobre 2023)	Annonce portant sur la construction d'une infrastructure municipale à Charlemagne	Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	3 918
Conférence de presse (9 novembre 2023)	Annonce concernant le conclusion d'une entente afin d'appuyer la construction accélérée de logements	Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	150
Conférence de presse (14 novembre 2023)	Annonce concernant la couverture cellulaire dans la région d'Eeyou Istchee Baie-James	Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	4 355
Conférence de presse (16 novembre 2023)	Déclaration aux médias pour rendre hommage à Karl Tremblay	Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	803
Rencontre (16 novembre 2023)	Rencontre avec des élus de Gaspé	Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	4 724
Rencontre (17 novembre 2023)	Rencontre avec des élus de Bonaventure	Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	3 485
TOTAL			76 782

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

5. La liste des dépenses en formation de communication, en incluant et en indiquant celles du cabinet ministériel :

Organisées par le ministère ou l’organisme :

- a) les sommes dépensées en 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025, ventilées par type d'événement;
- b) le but recherché par chaque dépense;
- c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

Données par un professionnel ou une firme externe :

- d) les sommes dépensées en 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025;
- e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
- f) le mode d’octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

LISTE DES DÉPENSES EN FORMATION DE COMMUNICATION	NOM DE LA FIRME	SOMMES DÉPENSÉES 2023-2024 (\$)
Organisées par le ministère ou l'organisation :		
Atelier d'initiation au logiciel After Effect	Nadeau, Patrick	4 800,00 \$
Communiquer pour collaborer	Groupe Conscientia inc.	6 500,00 \$
Conversation de qualité	Groupe Edgenda inc.	4 312,50 \$
Définir des objectifs mesurables de communication et assurer un suivi	Université du Québec à Montréal (UQAM)	3 600,00 \$
Formation en communication consciente	Groupe Conscientia inc.	295,00 \$
Google ads : Planifiez et optimisez vos campagnes publicitaires	Groupe Infopresse inc.	7 000,00 \$
Le courage de dire : transformer vos conversations difficiles en communications positives	HEC Montréal	6 500,00 \$
Prendre la parole efficacement	Renée Hudon Parole publique	5 500,00 \$
SOUS-TOTAL		38 508

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

5. La liste des dépenses en formation de communication, en incluant et en indiquant celles du cabinet ministériel :

LISTE DES DÉPENSES EN FORMATION DE COMMUNICATION	NOM DE LA FIRME	SOMMES DÉPENSÉES 2023-2024(\$)
Données par une firme externe :		
Accessibilité Web appliquée	Académie de la transformation numérique du cégep de Sainte-Foy	450,00 \$
ChatGPT : outil d'aide à la rédaction	Technologia Formation	290,00 \$
Communication interne	Groupe Contex inc.	645,00 \$
Conception sonore et prise de son en documentaire	Institut National de l'Image et du Son (INIS)	685,00 \$
Conférence axée sur les agences internes de marketing	Association of National Advertisers	1 227,55 \$
Cours de perfectionnement en langue	Carrefour des langues s.e.n.c., Le	258,75 \$
Formation en communication	Pragma Stratégies	11 936,90 \$
Gestionnaires inspirants : des stratégies gagnantes pour optimiser vos communications	HEC Montréal	995,00 \$
Instagram : Intégrez efficacement la plateforme dans votre stratégie marketing	Groupe Infopresse inc.	1 230,40 \$
L'art de la critique constructive : Le levier d'une saine communication	HEC Montréal	95,00 \$
Logiciel Indesign et introduction à l'accessibilité Web	Cégep de Sainte-Foy	2 450,00 \$
Maximiser votre stratégie marketing	Maximiser votre stratégie marketing	102,33 \$
Porte-parole en studio	Fernandez Communication inc.	6 360,00 \$
Rédaction avec les méthodologies d'expérience utilisateur (UX)	Isarta inc.	499,00 \$
Rédaction en environnement numérique	Université Laval	95,00 \$
Rédaction et révision des règles grammaticales en français (pour allophones)	Cégep Garneau	155,63 \$
Rédaction Web avec les méthodologies d'expérience utilisateur (UX)	Grenier aux nouvelles	1 008,58 \$
Social Media Intelligence & Investigation	Toddington International Inc.	499,99 \$
Web à Québec (WAQ) 2023	Québec numérique	34 640,00 \$
SOUS-TOTAL		63 624
TOTAL		102 132
L'information fournie en réponse à cette question est en partie incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphes 22 et 23). https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/conseil-executif/acces-information/frais-depenses/frais-depenses-2023-2024#c231632		

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

6. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d’octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2023-2024, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l’échéancier;
- g) dans le cas d’un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF			
ENTRE LE 1 ^{er} AVRIL 2023 ET LE 31 JANVIER 2024			
NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT (\$)	MODE D'OCTROI
365e.PRO	Souscrire à l'abonnement "Programme Efficacité 365" (formation)	9 000	contrat conclu de gré à gré
A.D.I. Art design international inc.	Acheter du mobilier	9 645	contrat conclu de gré à gré
ACS Air Charter Service [Canada] Passenger Corp.	Fournir les services de transport aérien	5 479	contrat conclu de gré à gré
AFI Expertise inc.	Fournir les services de formation intitulée "Développer des solutions pour Microsoft Azure"	2 545	contrat conclu de gré à gré
Agorapulse	Souscrire à un abonnement annuel pour une base de données	6 360	contrat conclu de gré à gré
Agorapulse	Souscrire à un abonnement annuel d'un outil de gestion des médias sociaux	2 856	contrat conclu de gré à gré
Alias formation inc.	Fournir les services de formation intitulée "Google Web Designer"	1 500	contrat conclu de gré à gré

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

6. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d’octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2023-2024, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l’échéancier;
- g) dans le cas d’un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF			
ENTRE LE 1 ^{er} AVRIL 2023 ET LE 31 JANVIER 2024			
NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT (\$)	MODE D'OCTROI
Allard, Marie-Ève (révision linguistique)	Fournir les services de révision linguistique de divers documents	2 100	contrat conclu de gré à gré
Apple Canada inc.	Acheter un Ipad et des accessoires	1 699	contrat conclu de gré à gré
Apple Canada inc.	Acheter un Ipad et des accessoires	2 355	contrat conclu de gré à gré
Apple Canada inc.	Acheter un Ipad et des accessoires	2 437	contrat conclu de gré à gré
Apple Canada inc.	Acheter un Ipad et des accessoires	2 148	contrat conclu de gré à gré
Apple Canada inc.	Acheter un Ipad et des accessoires	2 324	contrat conclu de gré à gré
Apple Canada inc.	Acheter un Ipad et des accessoires	2 161	contrat conclu de gré à gré

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

6. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d’octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2023-2024, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l’échéancier;
- g) dans le cas d’un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF			
ENTRE LE 1 ^{er} AVRIL 2023 ET LE 31 JANVIER 2024			
NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT (\$)	MODE D'OCTROI
Apple Canada inc.	Acheter un Ipad et des accessoires	2 291	contrat conclu de gré à gré
Artopex inc.	Acheter du mobilier	3 017	contrat conclu de gré à gré
Artopex inc.	Acheter du mobilier	1 873	contrat conclu de gré à gré
Association canadienne des annonceurs inc.	Souscrire à un abonnement annuel à l'Association canadienne des annonceurs	3 000	contrat conclu de gré à gré
Association of National Advertisers	Fournir les services pour une conférence intitulée "2023 ANA In-House Agency Conference"	1 228	contrat conclu de gré à gré
Ateliers de l'E.D.Q., Les	Acheter et installer des produits de signalisation	2 320	contrat conclu de gré à gré
B&H Photo	Acheter divers articles pour un studio podcast	1 545	contrat conclu de gré à gré
Blouin, Claude	Contribuer aux travaux du comité d'évaluation des emplois supérieurs	20 000	contrat conclu de gré à gré

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

6. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d’octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2023-2024, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
 - b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
 - c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
 - d) la date d'octroi du contrat;
 - e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
 - f) l’échéancier;
 - g) dans le cas d’un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.
- Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF			
ENTRE LE 1 ^{er} AVRIL 2023 ET LE 31 JANVIER 2024			
NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT (\$)	MODE D'OCTROI
BrowserStack inc.	Souscrire à l'abonnement annuel	3 809	contrat conclu de gré à gré
Câblage Réseau Montréal	Fournir les services d'installation de câblage	2 199	contrat conclu de gré à gré
Caméléon Désigner inc.	Acheter des lanières de cou	1 260	contrat conclu de gré à gré
Capital HRS inc.	Fournir les services de traiteur	3 481	contrat conclu de gré à gré
Centre Décor & Design	Acheter des rideaux voilage	9 959	contrat conclu de gré à gré
Cercle de la Garnison de Québec inc., Le	Fournir les services de location de salle pour la cérémonie de l'Ordre national du Québec	1 128	contrat conclu de gré à gré
CGC Consultants inc.	Fournir des services-conseils en matière de rémunération globale	24 000	contrat conclu de gré à gré
Christine Paré Communication inc.	Fournir les services professionnels afin de réaliser, sur demande, des travaux de révision linguistique et de rédaction de divers documents	15 000	contrat conclu de gré à gré

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

6. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d’octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2023-2024, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l’échéancier;
- g) dans le cas d’un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF			
ENTRE LE 1 ^{er} AVRIL 2023 ET LE 31 JANVIER 2024			
NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT (\$)	MODE D'OCTROI
Ciao technologies inc.	Fournir des analyses et des services-conseil liés à l'accessibilité Web du site Québec.ca et du système de design gouvernemental	16 800	contrat conclu de gré à gré
Club de Presse Blitz	Souscrire à l'abonnement annuel	1 090	contrat conclu de gré à gré
CNW Group Ltd.	Souscrire à un abonnement au service Eureka.cc	21 699	contrat conclu de gré à gré
Compo-Orléans	Fournir les services d'impression de passe-partout	1 375	contrat conclu de gré à gré
Compo-Orléans	Fournir les services d'impression de toile murale autocollante	2 040	contrat conclu de gré à gré
CompTiA	Fournir les services de formation intitulée "CompTIA Security+"	3 926	contrat conclu de gré à gré
Coop Edgar	Fournir les services professionnels afin de réaliser, sur demande, des travaux de traduction ou la révision de divers documents	23 000	contrat conclu de gré à gré
Copiexpress enr.	Fournir les services d'impression	1 354	contrat conclu de gré à gré

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

6. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d’octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2023-2024, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l’échéancier;
- g) dans le cas d’un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF			
ENTRE LE 1 ^{er} AVRIL 2023 ET LE 31 JANVIER 2024			
NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT (\$)	MODE D'OCTROI
Copiexpress enr.	Fournir les services d'impression	2 065	contrat conclu de gré à gré
Corium inc.	Acheter des licences Librex, incluant le service de maintenance	24 948	contrat conclu de gré à gré
Côté, Jérôme	Fournir une expertise de pointe et des conseils stratégiques au regard de l'évaluation des postes de titulaires d'un emploi supérieur	9 000	contrat conclu de gré à gré
DAZZM inc.	Souscrire à des abonnements et à des services d'accompagnement pour l'utilisation du logiciel Octopus ITSM	2 552	contrat conclu de gré à gré
DeSerres	Fournir les services d'encadrements et d'impressions de photos	1 409	contrat conclu de gré à gré
Developer Express inc.	Acheter des licences ASP.NET	6 742	contrat conclu de gré à gré
Disco Flash	Fournir les services de sonorisation pour une conférence de presse sur les feux de forêt	1 048	contrat conclu de gré à gré
dkd Internet Service GmbH	Fournir les services de conception de projets Web	2 702	contrat conclu de gré à gré

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

6. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d’octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2023-2024, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l’échéancier;
- g) dans le cas d’un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF			
ENTRE LE 1 ^{er} AVRIL 2023 ET LE 31 JANVIER 2024			
NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT (\$)	MODE D'OCTROI
Druide Informatique inc.	Procéder au renouvellement des licences Antidote	8 450	contrat conclu de gré à gré
Équilibre boutique traiteur inc.	Fournir les services de traiteur	8 653	contrat conclu de gré à gré
Examed Clinique Travail Santé	Fournir les services d'expertise médicale	2 515	contrat conclu de gré à gré
Fernandez Communication inc.	Fournir les services de formation de porte-parole en studio à Québec	6 360	contrat conclu de gré à gré
FME3	Effectuer des travaux d'entretien de locaux	8 206	contrat conclu de gré à gré
Gaudet Éditeur ltée	Procéder au renouvellement annuel des licences Accès Légal	4 697	contrat conclu de gré à gré
Georges V Gestionnaire du MMVQ	Fournir les services de location de salle pour la cérémonie de l'Ordre nationale du Québec	6 130	contrat conclu de gré à gré
Gestion Conseil Mario Côté inc.	Fournir les services de formation intitulée "L'encadrement des écarts de comportements au travail"	2 800	contrat conclu de gré à gré
Gestion Conseil Mario Côté inc.	Fournir les services de formation intitulée "Pratiques gagnantes de gestion de comportements au travail"	3 200	contrat conclu de gré à gré

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

6. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d’octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2023-2024, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l’échéancier;
- g) dans le cas d’un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF			
ENTRE LE 1 ^{er} AVRIL 2023 ET LE 31 JANVIER 2024			
NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT (\$)	MODE D'OCTROI
Gosselin Photo Vidéo inc.	Acheter une caméra et ses composantes spécifiques	13 933	contrat conclu de gré à gré
Groupe Conscientia inc.	Fournir les services de formation intitulée "Communiquer pour collaborer"	23 800	contrat conclu de gré à gré
Groupe conseil CFC inc.	Fournir les services de formation intitulée "Maximiser la collaboration au sein de son équipe"	5 430	contrat conclu de gré à gré
Groupe Edgenda	Fournir une expertise et un soutien pour la mise en place de feuilles de temps de Project online	14 000	contrat conclu de gré à gré
Groupe Edgenda	Fournir les services de formation intitulée "Conversation de qualité"	5 750	contrat conclu de gré à gré
Groupe Edgenda	Fournir les services de formation intitulée "Agir avec impact"	5 750	contrat conclu de gré à gré
Groupe Edgenda	Fournir les services de formation intitulée "Atelier Comment faciliter l'émergence d'une culture numérique"	3 000	contrat conclu de gré à gré
Groupe Edgenda	Fournir les services de formation intitulée "Transférez vos compétences techniques efficacement"	3 200	contrat conclu de gré à gré
Groupe Edgenda	Fournir les services de formation intitulée "Gestion d'un site Sharepoint dans Microsoft 365 + Forms"	6 175	contrat conclu de gré à gré

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

6. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d’octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2023-2024, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l’échéancier;
- g) dans le cas d’un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF			
ENTRE LE 1 ^{er} AVRIL 2023 ET LE 31 JANVIER 2024			
NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT (\$)	MODE D'OCTROI
Groupe Edgenda	Fournir les services de formation intitulée "Gérer des comportements et situations difficiles"	5 750	contrat conclu de gré à gré
Groupe Edgenda	Fournir les services de formation intitulée "Architecte de cybersécurité Microsoft"	2 040	contrat conclu de gré à gré
Groupe Edgenda	Fournir les services de formation intitulée "Bâtir une équipe engagée"	5 750	contrat conclu de gré à gré
Groupe Edgenda	Fournir les services de formation intitulée "Power BI - Bâtir des rapports et des tableaux de bord"	1 000	contrat conclu de gré à gré
Groupe Infopresse inc.	Fournir les services de formation intitulée "Instagram: intégrez efficacement la plateforme dans votre stratégie marketing"	1 230	contrat conclu de gré à gré
Groupe Magnitude inc.	Fournir les services d'impression	8 880	contrat conclu de gré à gré
Groupe Toumoro inc.	Fournir les services professionnels pour réaliser un audit de l'architecture technologique de Québec.ca	22 500	contrat conclu de gré à gré
Hôtel Château Laurier Québec	Fournir les services de banquet pour la 103e réunion de l'Ordre nationale du Québec	1 133	contrat conclu de gré à gré
Hôtel Château Laurier Québec	Fournir les services de traiteur pour la cérémonie de l'Ordre nationale du Québec	13 500	contrat conclu de gré à gré

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

6. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d’octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2023-2024, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l’échéancier;
- g) dans le cas d’un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF			
ENTRE LE 1 ^{er} AVRIL 2023 ET LE 31 JANVIER 2024			
NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT (\$)	MODE D'OCTROI
Hôtel Château Roberval inc.	Fournir les services de traiteur et de location de salle	1 636	contrat conclu de gré à gré
In Imagerie numérique inc.	Fournir les services de fabrication de structures démontables à l'image gouvernementale	1 228	contrat conclu de gré à gré
In Imagerie numérique inc.	Fournir les services de fabrication de structures démontables à l'image gouvernementale	3 315	contrat conclu de gré à gré
Ineo inc.	Fournir un programme de visibilité à la Foire nationale de l'emploi de Montréal	6 250	contrat conclu de gré à gré
Insight Canada inc.	Fournir les services de maintenance d'équipements informatiques	2 705	contrat conclu de gré à gré
Institut d'administration publique du Québec	Agir à titre de partenaire principal de la programmation 2023-2024	5 000	contrat conclu de gré à gré
Institut d'administration publique du Québec	Agir à titre de partenaire Or de l'édition 2023 des Prix d'excellence de l'administration publique du Québec pour le prix Hommage	18 000	contrat conclu de gré à gré
Institut sur la gouvernance d'organisation privées et publiques (IGOPP)	Fournir les services professionnels auprès du secrétariat aux emplois supérieurs afin d’offrir une formation sur la notion d’indépendance des administrateurs de sociétés d’État	5 400	contrat conclu de gré à gré

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

6. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d’octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2023-2024, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l’échéancier;
- g) dans le cas d’un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF			
ENTRE LE 1 ^{er} AVRIL 2023 ET LE 31 JANVIER 2024			
NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT (\$)	MODE D'OCTROI
Isarta inc.	Fournir les services de formation intitulée "Comprendre que la mise en commun de nos forces contribue à notre santé globale à tous"	4 100	contrat conclu de gré à gré
ITI inc.	Procéder au renouvellement des services de maintenance pour l'infrastructure de stockage	20 751	contrat conclu de gré à gré
L.G. Chabot inc.	Acheter un livre d'or pour l’Ordre national du Québec	2 257	contrat conclu de gré à gré
Lavoie, Magalie	Fournir les services professionnels et services-conseils en matière d'évaluation des emplois supérieurs	24 000	contrat conclu de gré à gré
Long & McQuade Limitée	Acheter deux poutrelles pour le kiosque gouvernemental	6 100	contrat conclu de gré à gré
Maca Marketing Corporatif	Acheter des clés USB	1 475	contrat conclu de gré à gré
Maximizer Services Inc.	Procéder au renouvellement de licences Maximizer	9 828	contrat conclu de gré à gré

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

6. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d’octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2023-2024, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l’échéancier;
- g) dans le cas d’un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF			
ENTRE LE 1 ^{er} AVRIL 2023 ET LE 31 JANVIER 2024			
NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT (\$)	MODE D'OCTROI
MBH Aménagement + mobilier de bureau	Acheter du mobilier	4 707	contrat conclu de gré à gré
Meltwater News Canada inc.	Souscrire à un abonnement annuel pour un service de veille médiatique	16 750	contrat conclu de gré à gré
Moai Conseils inc.	Fournir les services de formation sur mesure, couvrant divers sujets dans le domaine des communications	3 400	contrat conclu de gré à gré
Mon Octopus	Souscrire à des abonnements et à des services d'accompagnement pour l'utilisation du logiciel Octopus ITSM	16 032	contrat conclu de gré à gré
MS Solutions équipement inc.	Fournir les services professionnels afin de réaliser un mandat de test d'intrusion externe	10 320	contrat conclu de gré à gré
Must Société	Acheter du mobilier	3 337	contrat conclu de gré à gré
Nadeau, Patrick	Fournir les services de formation intitulée "Atelier d'initiation au logiciel After Effect"	4 800	contrat conclu de gré à gré

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

6. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d’octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2023-2024, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l’échéancier;
- g) dans le cas d’un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF			
ENTRE LE 1 ^{er} AVRIL 2023 ET LE 31 JANVIER 2024			
NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT (\$)	MODE D'OCTROI
Newegg Canada inc.	Acheter des équipements informatiques	1 570	contrat conclu de gré à gré
Nova Film inc	Fournir les services d'administration et de gestion de la production "Fiers Partenaires"	1 937	contrat conclu de gré à gré
Optimal Workshop Ltd	Souscrire à l'abonnement annuel	7 876	contrat conclu de gré à gré
Ordre des conseillers en ress. humaines et en rel. indust. agréé	Assister au Congrès RH 2023	3 735	contrat conclu de gré à gré
Pelletier, Émilie	Fournir les services professionnels afin de réaliser, sur demande, des travaux de révision linguistique, de traduction et de rédaction de divers documents	9 000	contrat conclu de gré à gré
Perron Design	Fournir les services d'aménagement d'intérieur	1 125	contrat conclu de gré à gré
Philosca, Micherose	Fournir les services d'animation d'évènement dans le cadre de la cérémonie de remise des Prix pour un Québec sans racisme	1 000	contrat conclu de gré à gré

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

6. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d’octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2023-2024, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l’échéancier;
- g) dans le cas d’un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF			
ENTRE LE 1 ^{er} AVRIL 2023 ET LE 31 JANVIER 2024			
NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT (\$)	MODE D'OCTROI
Pleasant Solutions inc.	Souscrire à l'abonnement "Pleasant Password Server Enterprise"	1 402	contrat conclu de gré à gré
PMI Lévis-Québec	Fournir les services de formation intitulée "Préparation à la certification PMP-CAPM"	1 546	contrat conclu de gré à gré
Point en santé et services sociaux, Le	Fournir les services de formation intitulée "Colloque Cybersécurité et protection des données personnelles 2023"	2 100	contrat conclu de gré à gré
Pragma Stratégies inc.	Fournir les services de formation pour les conseillers politiques des cabinets ministériels	11 200	contrat conclu de gré à gré
Précicom Technologies inc.	Fournir les services de maintenance des coupe-feux Fortigate	8 500	contrat conclu de gré à gré
Présence Informatique inc.	Acheter du mobilier	1 449	contrat conclu de gré à gré
Présence Informatique inc.	Fournir les services d'installation d'équipements dans une salle de visioconférence	1 016	contrat conclu de gré à gré

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

6. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d’octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2023-2024, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l’échéancier;
- g) dans le cas d’un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF			
ENTRE LE 1 ^{er} AVRIL 2023 ET LE 31 JANVIER 2024			
NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT (\$)	MODE D'OCTROI
Productions Carol Allain inc., Les	Fournir les services pour une conférence intitulée "Le choc des générations, un dialogue à construire"	4 498	contrat conclu de gré à gré
Proulx, Mathieu	Agir à titre d'accompagnateur auprès de titulaires d'un emploi supérieur	9 500	contrat conclu de gré à gré
Référence Média	Souscrire à un abonnement de la veille parlementaire	2 500	contrat conclu de gré à gré
Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail	Souscrire à l'abonnement au Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail	2 905	contrat conclu de gré à gré
Rogers Communications Canada inc.	Fournir les services Internet et câblodistribution au Bureau du Québec à Ottawa	22 030	contrat conclu de gré à gré
Salle de Verre inc.	Fournir les services professionnels en appui à l'élaboration de la pratique médias numériques	6 000	contrat conclu de gré à gré
Salon carrière formation de Québec	Fournir les services de location d'un kiosque pour le Salon carrière formation de Québec	1 800	contrat conclu de gré à gré

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

6. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d’octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2023-2024, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l’échéancier;
- g) dans le cas d’un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF			
ENTRE LE 1 ^{er} AVRIL 2023 ET LE 31 JANVIER 2024			
NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT (\$)	MODE D'OCTROI
Services langagiers MGT	Fournir les services professionnels afin de réaliser sur demande, des travaux de révision linguistique de divers documents	9 000	contrat conclu de gré à gré
Services linguistiques Versacom inc.	Fournir les services professionnels afin de réaliser, sur demande, des travaux de traduction ou la révision de divers documents	23 000	contrat conclu de gré à gré
Smiths détection Montréal inc.	Fournir les services d'entretien préventif et d'inspection de radioprotection de l'équipement de détection de courrier à Montréal	13 602	contrat conclu de gré à gré
Softerra, Inc.	Fournir les services de maintenance et de support de Softerra Adaxes	3 240	contrat conclu de gré à gré
SolidCAD une compagnie Cansel	Acheter des licences AutoCAD	1 690	contrat conclu de gré à gré
Solotech inc.	Acheter des composantes incluant les services d'installation pour la maintenance d'équipements audiovisuel	20 900	contrat conclu de gré à gré
Solotech inc.	Fournir les services de maintenance d'équipements audiovisuel	1 830	contrat conclu de gré à gré

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

6. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d’octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2023-2024, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l’échéancier;
- g) dans le cas d’un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF			
ENTRE LE 1 ^{er} AVRIL 2023 ET LE 31 JANVIER 2024			
NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT (\$)	MODE D'OCTROI
Solotech inc.	Fournir les services de location d'équipements audiovisuel	3 833	contrat conclu de gré à gré
Solutions Swissnova global inc.	Fournir les services de formation	5 935	contrat conclu de gré à gré
Son-Image-Systèmes pour la Communication Siscom inc.	Acheter des bases et couvercles de canalisation	5 118	contrat conclu de gré à gré
Stanex inc.	Fournir le service d'entretien UPS Eaton	11 645	contrat conclu de gré à gré
Tanguay Électronique	Acheter des électroménagers	1 735	contrat conclu de gré à gré
Technologia	Fournir les services de formation intitulée "Faire du stress son allié, Microsoft 365 et ses outils, Teams - Collaborer efficacement en équipe et Power BI - niveau débutant"	21 550	contrat conclu de gré à gré
Technologia	Fournir les services de formation intitulée "ToDo et Planner - Fonctionnalités essentielles"	3 750	contrat conclu de gré à gré

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

6. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d’octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2023-2024, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l’échéancier;
- g) dans le cas d’un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF			
ENTRE LE 1 ^{er} AVRIL 2023 ET LE 31 JANVIER 2024			
NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT (\$)	MODE D'OCTROI
Technologia	Fournir les services de formation intitulée "Cybersécurité - Se conformer à la loi 25"	3 500	contrat conclu de gré à gré
Technologia	Fournir les services de formation intitulée "Teams - Collaborer efficacement en équipe"	2 400	contrat conclu de gré à gré
Technologia	Fournir les services de formation intitulée "Faire du stress son allié"	2 750	contrat conclu de gré à gré
Technologia	Fournir les services de formation intitulée "SharePoint - Concevoir des sites et des pages pour un Intranet d'équipe performant"	1 020	contrat conclu de gré à gré
Teknograv	Acheter des trophées pour les prix Zénith	3 880	contrat conclu de gré à gré
Traduction Tradgo inc.	Fournir les services de traduction	1 285	contrat conclu de gré à gré

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

6. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d’octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2023-2024, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l’échéancier;
- g) dans le cas d’un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF			
ENTRE LE 1 ^{er} AVRIL 2023 ET LE 31 JANVIER 2024			
NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT (\$)	MODE D'OCTROI
Traductions Waterhouse inc., Les	Fournir les services professionnels afin de réaliser, sur demande, des travaux de traduction ou la révision de divers documents	23 000	contrat conclu de gré à gré
Voyages Laurier du Vallon inc., Les	Fournir les services de transport aérien	1 185	contrat conclu de gré à gré
Voyages Laurier du Vallon inc., Les	Fournir les services de transport aérien	2 597	contrat conclu de gré à gré
Voyages Laurier du Vallon inc., Les	Fournir les services de transport aérien	2 331	contrat conclu de gré à gré
Voyages Laurier du Vallon inc., Les	Fournir les services de transport aérien	2 331	contrat conclu de gré à gré
Voyages Laurier du Vallon inc., Les	Fournir les services de transport aérien	1 139	contrat conclu de gré à gré
Voyages Laurier du Vallon inc., Les	Fournir les services de transport aérien	1 291	contrat conclu de gré à gré

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

6. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d’octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2023-2024, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l’échéancier;
- g) dans le cas d’un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF			
ENTRE LE 1 ^{er} AVRIL 2023 ET LE 31 JANVIER 2024			
NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT (\$)	MODE D'OCTROI
Voyages Laurier du Vallon inc., Les	Fournir les services de transport aérien	1 139	contrat conclu de gré à gré
Voyages Laurier du Vallon inc., Les	Fournir les services de transport aérien	2 597	contrat conclu de gré à gré
Voyages Laurier du Vallon inc., Les	Fournir les services de transport aérien	2 883	contrat conclu de gré à gré
WBNBC Le meilleur réseau mondial de contacts d'affaires inc.	Fournir les services de location d'espace pour le salon emplois	1 699	contrat conclu de gré à gré
Zoom Video Communications inc.	Acheter des licences "Zoom One Business" et "Webinar 500"	3 075	contrat conclu de gré à gré
TOTAL MCE		925 307	
L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : https://www.seao.ca/ . De plus, pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et est diffusée mensuellement sur le site du ministère : https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/conseil-executif/acces-information/contrats-engagements-financiers			

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

7. Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) la liste des soumissions et le montant de chacune;**
- b) la grille d'évaluation des soumissions;**
- c) le soumissionnaire retenu et la justification de ce choix;**
- d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;**
- e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.**

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

8. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir pour 2023-2024 :

- a) liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;**
- b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);**
- c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;**
- d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;**
- e) une description de son mandat;**
- f) la date de début de son contrat;**
- g) la date prévue de fin de son contrat;**
- h) sa rémunération annuelle.**

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>
ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique
et qui sont diffusés mensuellement sur le site du ministère : <https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/conseil-executif/acces-information/contrats-engagements-financiers>

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

9. Pour chaque projet de développement informatique, infonuagique ou de modernisation des systèmes informatiques au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- a) le nom du projet;**
- b) la nature du projet;**
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);**
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;**
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet;**
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;**
- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;**
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;**
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;**
- j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;**
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :**
 - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants;**
- l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique-cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics;**
- m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2023-2024.**

Pour les sous-questions a), b), d), e) f), g), i), et l), l'information sur les projets informatiques de plus de 500 000 \$ est disponible sur le site Internet du Tableau de bord en ressources informationnelles à l'adresse suivante :
<https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca>.

Pour la sous-question m) : Aucune pénalité n'a été appliquée à des sous-traitants dans le domaine des technologies de l'information en 2023-2024.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

10. Concernant l’hébergement de données en infonuagique, fournir :

- a) les coûts estimés par année;
- b) les coûts totaux réels pour l’hébergement de données;
- c) les coûts pour pénalités pour dépassement de capacité;
- d) la liste des fournisseurs;
- e) une copie du plan de déploiement.

Période du 1er avril 2023 au 31 janvier 2024
b) Coûts totaux réels pour l’hébergement de données : 584 427 \$ c) Coûts pour pénalités pour dépassement de capacité : aucune pénalité d) Les informations concernant la liste des fournisseurs et des prestataires de services qualifiés par appel d'intérêt en infonuagique est disponible sur Internet à l'adresse suivante : https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/gouvernement/faireaffaire/Appels_d_offres_et_acquisitions/Courtier_en_infonuagique/LI_prestataires_qualifies_AO_courtier.pdf.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

11. De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2023-2024, ventilé par mois, de chacune des dépenses suivantes :

- a) la photocopie;
- b) le mobilier de bureau;
- c) l'ameublement;
- d) la décoration et l'embellissement, incluant les oeuvres d'art et les frais pour l'entretien des plantes;
- e) le distributeur d'eau de source;
- f) le remboursement des frais de transport;
- g) le remboursement des frais d'hébergement;
- h) le remboursement des frais de repas;
- i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
- j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - I. a) au Québec;
 - II. b) à l'extérieur du Québec.

DÉPENSES	COÛTS (\$)
Photocopies	32 360
Mobilier de bureau et ameublement	54 462
Décoration et embellissement	9 088
Distributeur d'eau de source	2 451
Frais de transport, d'hébergement, de repas	722 911
Participation à des congrès, des colloques et à toute session de type perfectionnement ou ressourcement au Québec	404 006
Participation à des congrès, des colloques et à toute session de type perfectionnement ou ressourcement à l'extérieur du Québec	0
TOTAL	1 225 278
Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.	

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

12. De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2023-2024, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie :

- a) le coût des contrats téléphoniques;**
- b) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;**
- c) le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;**
- d) les coûts de résiliation, s'il y a lieu;**
- e) le nombre de téléphones cellulaires et téléphones intelligents (BlackBerry, iPhone ou autre type de téléphone intelligent);**
- f) le coût d'acquisition des appareils;**
- g) le coût d'utilisation des appareils;**
- h) les noms des fournisseurs;**
- i) les ordinateurs portables;**
- j) les iPad ou autre type de tablette électronique.**

b) Le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme : 141 \$ c) Le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme : 4 982 \$ d) Les coûts de résiliation, s'il y a lieu : non disponible
Pour les sous-questions a), f), g), h), l'information fournie en réponse à ces questions est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 25): https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/conseil-executif/acces-information/frais-depenses/frais-depenses-2023-2024

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

13. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025 :

- a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et plus;**
- b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et moins;**
- c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;**
- d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;**
- e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) : le coût moyen par employé, selon la classe de travail;**
- f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;**
- g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;**
- h) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;**
- i) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);**
- j) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;**
- k) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;**
- l) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;**
- m) le nombre d'employés permanents et temporaires;**
- n) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ;**
- o) le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi;**
- p) L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs;**
- q) le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région.**

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

13. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025 :

Les réponses aux sous-questions a, b, c, d, e, f, g, i, j, k, l, m, n et p seront transmises par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

13. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025 :

h) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1^o de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

13. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025 :

o) le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi;

Réponse : Aucun poste n'a été aboli au net.

Le suivi des effectifs gouvernementaux s'effectue en heures rémunérées, ce qui permet de faire l'adéquation entre les budgets de rémunération des ministères et organismes et leur consommation réelle en heures rémunérées. L'information relative à l'utilisation des ressources humaines est présentée au rapport annuel de gestion.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

13. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025 :

q) le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région.

PROGRAMME 2 : SERVICES DE SOUTIEN AUPRÈS DU PREMIER MINISTRE ET DU CONSEIL EXÉCUTIF	
NOMBRE DE POSTES VACANTS PAR CATÉGORIES D'EMPLOI	
Emplois supérieurs	0
Cadres	5
Professionnels	65
Fonctionnaires	31
TOTAL	101
Note: Le suivi des effectifs gouvernementaux s’effectue en heures rémunérées, ce qui permet de faire l’adéquation entre les budgets de rémunération des ministères et organismes et leur consommation réelle en heures rémunérées. L’information relative à l’utilisation des ressources humaines est présentée au rapport annuel de gestion.	

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

14. Pour chaque ministère et organisme, par direction, pour l'année 2023-2024 et les prévisions pour l'année 2024-2025 de :

- a) le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées;**
- b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;**
- c) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.**

a) Nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées :
La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

b) Nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines : Fin de cette mesure le 31 mars 2015.

c) Nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats : 3

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

15. Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2023-2024 en indiquant pour chacun d’eux :

- a) l’emplacement de la location;**
- b) la superficie totale pour chaque local loué;**
- c) le coût total de ladite location;**
- d) les coûts d’aménagement, de rénovations réalisées depuis le 1er avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;**
- e) la durée du bail;**
- f) propriétaire de l’espace loué;**
- g) en cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résiliation;**
- h) la superficie totale réellement occupée;**
- i) la superficie inoccupée;**
- j) le coût de location au mètre carré;**
- k) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.**

d) 126 694 \$ e) Le ministère conclut des ententes d'occupation avec la Société québécoise des infrastructures qui sont renouvelées annuellement. g) Aucune résiliation de bail en cours d'année.
Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale. Afin d'optimiser les processus de traitement de cette dépense au sein du ministère, les coûts associés aux projets d'aménagement et de rénovation réalisés en 2023-2024, de tous les programmes, ont été transférés dans le budget du programme 2. Pour les sous-questions a) l'emplacement de la location, b) la superficie totale pour chaque local loué, c) le coût total de ladite location et f) propriétaire de l'espace loué, l'information est disponible dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 27). https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/conseil-executif/acces-information/frais-depenses

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

16. Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2023-2024, fournir :

- a) La liste des actifs excédentaires inoccupés;**
- b) La valeur estimée de ceux-ci;**
- c) Les coûts d'entretien annuel;**
- d) Le nombre de pieds carrés de ceux-ci.**

La réponse à cette question sera transmise par la Société québécoise des infrastructures, et ce, pour tous les ministères et organismes occupant un immeuble dont celle-ci est propriétaire.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

17. Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2023-2024, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :

- a) les dates des travaux;
- b) les coûts;
- c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

b) 2023-2024 : 41 314 \$

L'information fournie inclut les cabinets ministériels. Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

18. Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l’année 2023-2024, en indiquant pour chaque individu :
- a) la date de l’entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
 - b) le titre de la fonction;
 - c) l’adresse du port d’attache;
 - d) la masse salariale totale par cabinet;
 - e) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
 - f) la prime de départ versée, le cas échéant;
 - g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
 - h) la description de tâches;
 - i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2023-2024;
 - j) le nombre total d’employés au cabinet;
 - k) le nom des employés bénéficiant d’un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
 - l) si l’employé a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : Directive sur la transparence et l’éthique relativement à l’exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d’exercice de certaines fonctions pour l’État.

CABINET DU PREMIER MINISTRE			
MEMBRES DU PERSONNEL (ordre alphabétique)		TITRE DE LA FONCTION	PORT D'ATTACHE
Beauregard	Étienne-Alexandre	Conseiller politique	Québec
Belcourt-Lamarche	Laurence	Conseillère politique	Montréal
Bellerose	Sophie	Employée de soutien	L'Assomption
Bergeron	Alice	Conseillère politique	Québec
Blackburn	Annabelle	Conseillère politique	Québec
Boivin-Picard	Surassa	Attachée politique	Québec
Boudreau	Camille	Attachée politique	Québec
Breault	Nathalie	Attachée politique	L'Assomption
Breton	Pascale	Conseillère politique	Montréal

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

18. Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l’année 2023-2024, en indiquant pour chaque individu :

MEMBRES DU PERSONNEL (ordre alphabétique)		TITRE DE LA FONCTION	PORT D'ATTACHE
Cadotte	Alexandre	Attaché politique	Québec
Caron	Richard	Attaché politique	L'Assomption
Chamula-Pellerin	Valérie	Conseillère politique	Québec
Chartrand	Simon-Robert	Conseiller politique	Montréal
Crawford	Mathieu Théoret	Attaché politique	Montréal
Deslongchamps-Robitaille	Catherine	Conseillère politique	Montréal
Desmarais	Vincent	Conseiller politique	Québec
Dion	Charlaine	Attachée politique	Québec
Dionne	Manuel	Conseiller politique	Montréal
Dufour-Dinelle	Jérémy	Attaché politique	Québec
Faucher	Esther	Attachée politique	Québec
Fiset-Doyon	Mathias	Attaché politique	Québec
Fournier	Louise	Attachée politique	Montréal
Garon	Julien	Attaché politique	Montréal
Gaucher	Eve	Conseillère politique	Québec
Giguère	Marilou	Conseillère politique	Québec
Gobeil	Stéphane	Conseiller politique	Québec
Gouin	Geneviève	Conseillère politique	Montréal
Harpin	Lynne	Conseillère politique	L'Assomption
Houle	Hélène	Attachée politique	Montréal
Koskinen	Martin	Directeur de cabinet	Montréal
Labranche	Michaël	Conseiller politique	Québec
Laflamme	Claude	Directrice adjointe	Montréal
Larose	Martine	Attachée politique	L'Assomption
Lauzon	Sébastien	Conseiller politique	Montréal

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

18. Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l’année 2023-2024, en indiquant pour chaque individu :

MEMBRES DU PERSONNEL (ordre alphabétique)		TITRE DE LA FONCTION	PORT D'ATTACHE
Lavoie	Carol	Attaché politique	Montréal
Lewis	Isabelle	Conseillère politique	Montréal
Mourelatos	Stavros	Conseiller politique	Montréal
Nadeau	Émilie	Conseillère politique	Québec
Pelletier	Jennifer	Conseillère politique	Montréal
Pepin-Laporte	Élyse	Conseillère politique	Montréal
Plante	Martin	Conseiller politique	Québec
Pouliot	François	Conseiller politique	Montréal
Renaud	Carl	Conseiller politique	Montréal
Robertson	William	Conseiller politique	Montréal
Sauves	Ewan	Conseiller politique	Québec
Simard-Leduc	Guillaume	Conseiller politique	Québec
St-Cyr	Hélène	Employée de soutien	Québec
Toussaint-Lévesque	Mathieu	Attaché politique	Québec
Wilson	Julie	Conseillère politique	Montréal
Zizian	Daniel	Conseiller politique	Montréal
Masse salariale depuis le 1 ^{er} avril 2023 (CT 229818) : 4 760 000 \$ sur une base annuelle			
Nombre d'employés durant l'année 2023-2024 : 50 employés			

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

19. Liste des sommes d'argent versées en 2023-2024, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;**
- b) la circonscription électorale;**
- c) le montant attribué;**
- d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.**

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 26):
<https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/conseil-executif/acces-information/frais-depenses>

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

- 20. Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :**
- a) le nom de la personne;**
 - b) le poste occupé;**
 - c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;**
 - d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;**
 - e) la date de l'assignation hors structure;**
 - f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu;**
 - g) les prévisions pour 2024-2025.**

Réponse : Aucune

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

21. Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :

- a) le poste initial;**
- b) le salaire;**
- c) le poste actuel, s'il y a lieu;**
- d) la date de la mise en disponibilité;**
- e) les prévisions pour 2024-2025.**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

22. Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2023-2024, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :

- a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);**
- b) par catégorie d'âge;**
- c) prévisions pour 2024-2025.**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

23. Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d’autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l’assignation initiale;
- e) l'assignation actuelle;
- f) la date de l’assignation hors structure;
- g) la date de la fin de l’assignation (s’il y a lieu).

SITUATION AU 31 JANVIER 2024				
ASSIGNATION INITIALE	ASSIGNATION ACTUELLE	DURÉE DU MANDAT		SALAIRE ANNUEL (\$)
		DU	AU	
Centre de services partagés du Québec - Membre du conseil d'administration et président-directeur général	Administrateur d'État I en prêt de services (conseiller stratégique à la direction - Université Laval)	2023-09-18	2025-09-17	253 942
Ministère du Conseil exécutif - Secrétaire général associé au Comité ministériel de l'économie, de la création d'emplois et du développement durable	Administrateur d'État II en prêt de services auprès du président-directeur général de la Société québécoise du cannabis	2019-08-14	2024-08-13	217 754

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

24. Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2023-2024, en précisant pour chaque abonnement :

- a) le coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service;
- d) s'il a été réalisé par le cabinet ministériel ou à sa demande.

Ventiler le montant total par catégories.

DÉPENSES	COÛTS (\$)
Blitz	1 090
CNW Group	1 358
Distributeurs de journaux divers	1 322
Entreprises Presse canadienne inc.	61 320
Financial Times	801
Le Courrier parlementaire	139 300
Le Devoir	684
Le Soleil	110
Meltwater	16 750
Press Reader	360
Société québécoise d'information juridique (SOQUIJ)	898
Reference média	2 725
The Economist	757
The Globe and Mail	385
The New York Times	220
Thomson Reuters Canada	474
Washington Post et National Post	149
*TOTAL	228 703

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

25. Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

Réponse : aucune

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

26. Pour chaque site Internet du ministère ou de l’organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l’existence du site :

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »);
- g) les coûts liés à la réservation de noms de domaines;
- h) la fréquence moyenne de mise à jour;
- i) le responsable du contenu sur le site.

NOM DU SITE WEB	NOM DE LA FIRME OU DES PROFESSIONNELS QUI ONT CONÇU LE SITE	COÛTS DE CONSTRUCTION, D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN, DE MISE À JOUR, DE MODERNISATION OU DE REFONTE (\$)	COÛTS LIÉS À LA RÉSERVATION DE NOMS DE DOMAINES (\$)
Ordre national du Québec www.ordre-national.gouv.qc.ca	Site entièrement conçu à l'interne	600	130
Ministère du Conseil exécutif - Accès à l'information et protection des renseignements personnels www.acces.mce.gouv.qc.ca	Site entièrement conçu à l'interne	s.o	s.o
Forum de la communication gouvernementale www.forumcommunicateurs.gouv.qc.ca	Site entièrement conçu à l'interne	1 200	130
Secrétariat aux emplois supérieurs www.emplois-superieurs.gouv.qc.ca	Site entièrement conçu à l'interne	800	130
Site du gouvernement du Québec Quebec.ca	Site entièrement conçu à l'interne	431 022	Inclus dans l'hébergement
Ministère du Conseil exécutif www.mce.gouv.qc.ca	Site entièrement conçu à l'interne	1 200	130

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

27. Pour 2023-2024, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en précisant :
- a) les régions et les villes visitées;
 - b) les personnes et organismes rencontrés;
 - c) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants;
 - d) les raisons du déplacement;
 - e) l’itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
 - f) les coûts ventilés;
 - g) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d’hébergement, frais de repas, autres frais, etc.

RÉGION ET VILLES VISITÉES	RAISON DU DÉPLACEMENT (BUT) ET DATES	COÛTS (\$)				TOTAL (\$)
		FRAIS DE DÉPLACEMENT	FRAIS D'HÉBERGEMENT	FRAIS DE REPAS	AUTRES FRAIS	
Aucune		0	0	0	0	0

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

- 28. La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2023-2024 :**
- a) le détail des mandats;**
 - b) le coût (déplacements, etc.);**
 - c) le nombre de ressources affectées;**
 - d) le nombre de rencontres;**
 - e) le nombre d’ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre;**
 - f) l'objet;**
 - g) les dates.**

Aucun adjoint parlementaire au premier ministre.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

29. Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

30. Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

31. L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2024-2025.

L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au Rapport annuel 2023-2024 des ministères et organismes.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

32. Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement demandé par le Secrétariat du Conseil du trésor pour 2023-2024 et prévisions pour 2024-2025.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

33. Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2023-2024, ainsi que les prévisions pour 2024-2025 et 2025-2026, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

Réponse : aucune

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

34. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2023-2024, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes au rendement et des bonis.

Programme 2
Réponse : Aucun

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

35. Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l'année financière 2023-2024 le montant total des primes au rendement et des bonis versés au personnel de cabinet.

En 2023-2024, aucun boni ou autre rémunération variable fondés sur le rendement n'a été accordé au personnel de cabinet ministériel, et ce, conformément à la Directive concernant le recrutement, la nomination, la rémunération et les autres conditions de travail du personnel des cabinets de ministre.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

36. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2023-2024, en ventilant par catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

Réponse : Aucune allocation de départ n'a été versée en 2023-2024.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

37. Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2023-2024 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

38. La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l’année financière 2023-2024 et qui n’ont pas été reconduits intégralement en 2024-2025. Pour chacun de ces programmes existants en 2023-2024, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2024-2025, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

39. Indiquer les nouvelles initiatives ou toutes majorations apportées à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

40. Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) :

a) la dépense totale (opération et capital);

b) les grands dossiers en cours;

c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;

d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI;

e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

a) Dépense totale pour le MCE (opération et capital) : 2 263,8 k\$

b) Grands dossiers en cours : les informations sont disponibles au Tableau de bord (site Internet - <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/>).

d) Nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI :
la réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Cybersécurité et du Numérique pour tous les ministères et organismes.

e) Nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques : la réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Cybersécurité et du Numérique pour tous les ministères et organismes.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

41. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir pour 2023-2024 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

42. Pour chaque ministère et organisme public incluant les cabinets ministériels et membres du Conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnels en indiquant :

a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;

b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;

c) le nombre d'employés ayant bénéficié du paiement des cotisations.

ORDRE PROFESSIONNEL	2023-2024	
	NOMBRE DE COTISATIONS	COÛT (\$)
Barreau du Québec - Avocats (corps d'emploi 115)	16	24 064
Barreau du Québec - Autres	9	14 316
TOTAL	25	38 380

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

43. Pour tout sondage ou enquête d’opinion réalisés par le ministère ou l’organisme, indiquer :

- a) La date;**
- b) La nature;**
- c) Les questions posées;**
- d) Les réponses;**
- e) La firme retenue;**
- f) Les coûts.**

Un montant de 122 783 \$ a été octroyé à la firme SOM pour la réalisation de sondages.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

44. Tout montant dépensé par le ministère ou l'organisme en 2023-2024 visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre des activités du ministère ou de l'organisme.

La réponse à cette question fera partie de l'étude des crédits 2024-2025 du ministère des Relations internationales et de la Francophonie.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

45. Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région :

- a) Fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2023-2024;**
- b) Nombre d'emplois gouvernementaux au sein du ministère ou de l'organisme qui ont été transférés en région en 2023-2024 en précisant la région d'origine et la région de destination;**
- c) Nombre d'emplois transférés en région depuis le 1er octobre 2018.**

L'information fournie en réponse à cette question est diffusée à l'adresse suivante :
<https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/regionalisation>.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

46. Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure :

e) Plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2021-2024.

Réponse : Aucun coût

Le plan d'action à l'égard des personnes handicapées est disponible sur le site Internet du ministère.
<https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/conseil-executif/publications-adm/plan-personnes-handicapees/plan-action-personnes-handicapes-23-24.pdf>

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

47. Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure :

m) Plan d'action de développement durable 2023-2028.

Aucun budget n'est alloué spécifiquement au Plan d'action de développement durable (PADD) 2023-2028 du ministère du Conseil exécutif.

Toutes les actions du PADD 2023-2028 sont en cours de réalisation. Les résultats des cibles paraîtront dans le Rapport annuel de gestion 2023-2024 du ministère du Conseil exécutif.

Le PADD 2023-2028 est accessible sur le site du ministère du Conseil exécutif, via Québec.ca.

https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/conseil-executif/publications-adm/plan-dev-durable/PADD_2328.pdf

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

48. Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l’organisme contenue dans les plans d’actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l’état d’avancement de la mesure :
ss) Rapport de la Commission spéciale sur les droits des enfants et de la protection de la jeunesse.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

49. Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de :

III) tout autre plan d'action ministériel ou interministériel pour lequel le ministère ou l'organisme est impliqué.

L'information concernant tout autre plan d'action ministériel ou interministériel se retrouve notamment au Rapport annuel de gestion ainsi qu'au Plan annuel de gestion des dépenses des ministères et des organismes.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

50. Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2023-2024, au sein du ministère ou de l'organisme :

- a) Nombre total d'employés au sein du ministère ou de l'organisme;**
- b) Nombre d'employés au total en ayant bénéficié;**
- c) Nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2024;**
- d) Proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié;**
- e) Nombre d'employés en bénéficiant : 1 jour par semaine; 2 jours par semaine; 3 jours par semaine; 4 jours par semaine; 5 jours par semaine.**

Depuis le 4 avril 2022, l'exercice du télétravail dans la fonction publique québécoise est encadré par la Politique-cadre en matière de télétravail qui peut être consultée à l'adresse suivante :
https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/secretariat-du-conseil-du-tresor/publications-adm/politique-cadre/Politique_cadre_teletravail.pdf

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

51. Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2023-2024 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.

Réponse : 10 710 \$

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

52. Concernant toute mesure de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2023-2024 :

a) Les sommes dépensées;

c) Les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.

Le programme d'aide aux employés (PAE) est offert à l'ensemble des employés et couvre notamment leurs besoins en matière de santé mentale.

Les sommes dépensées en 2023-2024 pour ce programme ont été assumées par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du ministère : <https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/conseil-executif/acces-information/contrats-engagements-financiers>

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

53. Pour tout contrat accordé par le ministère ou l'organisme en 2023-2024 ou ayant cours en 2023-2024 auprès d'une firme de consultation :

- a) la firme retenue;**
- b) la copie du contrat;**
- c) la date de fin prévue du contrat;**
- d) la valeur prévue du contrat;**
- e) les sommes dépensées à ce jour.**

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>
ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique
et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du ministère : <https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/conseil-executif/acces-information/contrats-engagements-financiers>

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RÉPONSE AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

54. Liste des CT réunions en indiquant qui a fait la demande (cabinet, sous-ministre, ministère), la liste des personnes présentes, les coûts et le nom des fournisseurs.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 21): <https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/conseil-executif/acces-information/frais-depenses>

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

55. Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l’obtention d’une certification ou d’un diplôme), conférences, ateliers, journées d’activités, activités de développement, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l’année 2023-2024. Indiquer :

- a) le lieu;**
- b) le coût;**
- c) la ou les dates de participation;**
- d) le nombre de participants;**
- e) le nom de la personne ou de l’organisme ayant offert l’activité;**
- f) le nom de la formation ou de l’activité.**

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans l'information diffusée sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphes 22 et 23). <https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/conseil-executif/acces-information/frais-depenses/frais-depenses-2023-2024#c231632>

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

56. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2023-2024 :

- a) la liste de tous les concours et tirages réalisés;**
- b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix;**
- c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours;**
- d) la liste des concours qui ont pris fin.**

Aucun concours ni tirage n'a été réalisé.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

57. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2023-2024 :

- a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques;**
- b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques;**
- c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilés par instance ou organisme;**
- d) le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2023-2024 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.**

94 employés sont affectés aux communications et aux affaires publiques du ministère. Ce nombre regroupe les employés relevant des unités centrales du Secrétariat à la communication gouvernementale et de la Direction des communications numériques gouvernementales ainsi que ceux de la Direction des communications du ministère du Conseil exécutif, du Secrétariat du Conseil du trésor et du ministère de la Langue française. La liste des noms des employés est incluse dans la réponse à la question 15 du 3e groupe d'opposition.

Le montant dépensé est de 845 400 \$. Ce montant global inclut les dépenses des unités centrales du Secrétariat à la communication gouvernementale, celles de la Direction des communications numériques gouvernementales et celles de la Direction des communications du ministère du Conseil exécutif, du Secrétariat du Conseil du trésor et du ministère de la Langue française.

Les sommes investies en veille médiatique supérieures à 1 000 \$ et inférieures à 25 000 \$ sont incluses dans la demande de renseignements généraux numéro 6 (contrats). Pour les sommes de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

58. Pour le ministère et chacun de ses organismes, agences ou autres relevant du ministère, veuillez nous indiquer :

- a) le nombre d'incidents de sécurité de l'information;**
- b) le type d'incidents;**
- c) les sommes dépensées en gestion des incidents.**

En ce qui a trait à l'information recherchée, nous vous informons que ces renseignements sont confidentiels au sens de l'article 28.1 de la Loi sur l'accès.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

59. Veuillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages.

- a) Nombre de stagiaires reçus;**
- b) Heures de stages effectuées;**
- c) Rémunération totale déboursée.**

a) Nombre de stagiaires reçus : 51

c) Rémunération totale déboursée : 345 399 \$

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

60. Fournir les dépenses allouées à la consultation avec les Autochtones.

a) Fournir la liste des projets du ministère ayant inclus une consultation des représentants autochtones.

Réponse : aucune

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

61. Proportion du nombre et de la valeur des contrats conclus de gré à gré, depuis 5 ans.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec :
<https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique
et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du ministère: <https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/conseil-executif/acces-information/contrats-engagements-financiers>

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

62. Indiquer le nombre et la valeur monétaire des contrats octroyés à des firmes-conseils; fournir lesdits contrats le cas échéant.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec :
<https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique
et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du ministère: <https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/conseil-executif/acces-information/contrats-engagements-financiers>

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

63. Indiquer le montant des dépenses supplémentaires entraînées par la pandémie de Covid-19.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

64. Indiquer les dépenses encourues en vue de l'implantation du nouveau régime de dotation découlant de l'adoption du projet de loi 60 de la 42^e législature.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

65. Indiquer le montant des amendes perçues en vertu de l'application des lois dont votre ministère est responsable de l'application. Ventiler par loi et articles, depuis 5 ans.

Réponse : 0 \$

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

66. Indiquer la valeur des contrats totaux en sous-traitance ainsi que la proportion du travail effectué par des sous-traitants.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec :
<https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique
et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du ministère: <https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/conseil-executif/acces-information/contrats-engagements-financiers>

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

67. Indiquer la valeur totale des services tarifés, et ventiler par catégorie.

L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au Rapport annuel 2023-2024 des ministères et organismes.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

68. Indiquer la valeur des actifs possédés; meubles et immeubles.

La réponse à cette question (valeur des immeubles) sera transmise par la Société québécoise des infrastructures, et ce, pour tous les ministères et organismes occupant un immeuble dont celle-ci est propriétaire.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

69. Indiquer les coûts de système estimés depuis 5 ans.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

70. Total des sommes versées à titre de dommages exemplaires ou punitifs pour l'ensemble des jugements rendus.

L'information recherchée est disponible sur le site Internet de la Société québécoise d'information juridique à l'adresse suivante: <https://soquij.qc.ca/a/fr>.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

71. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2023-2024 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :

- a) le nombre d'autorisations;**
- b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;**
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;**
- d) le montant accordé;**
- e) les motifs de la demande.**

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

72. Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme en 2023-2024 :

- a) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;**
- b) le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article);**
- c) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;**
- d) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.**

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au Rapport annuel 2023-2024 des ministères et organismes.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

73. Pour 2023-2024, le nombre de cadres et de dirigeants de la fonction publique, incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu’aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée. Pour chaque personne :
a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
b) fournir la liste des salaires versés.

Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

74. La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires versés à ces personnes.

SITUATION AU 31 JANVIER 2024
Comité ministériel des services aux citoyens Mandat : Le Comité ministériel des services aux citoyens a pour fonctions de fournir au Conseil exécutif, dans une perspective de cohérence de l’action gouvernementale, ses observations et recommandations sur les notes explicatives, les notes d’information et les mémoires qui lui sont soumis afin de lui permettre : 1° de mieux cerner l’ampleur et la portée du sujet traité; 2° d’identifier les solutions possibles; 3° de choisir parmi ces solutions celle qui, dans les circonstances, se présente comme étant la meilleure; 4° de mesurer les conséquences de tout ordre que la solution implique. Plus particulièrement, il a pour mandat de s’assurer de la cohérence et de la coordination des politiques et des actions gouvernementales dans les domaines qui relèvent de la compétence de ses membres. Membres : le ministre de la Langue française, ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne, ministre responsable des Institutions démocratiques, ministre responsable de l’Accès à l’information et de la Protection des renseignements personnels et ministre responsable de la Laïcité la ministre de la Famille la ministre des Transports et de la Mobilité durable le ministre de la Santé le ministre responsable des Services sociaux le ministre de l’Éducation le ministre de la Culture et des Communications et ministre responsable de la Jeunesse la ministre des Affaires municipales le ministre de la Cybersécurité et du Numérique la ministre responsable du Sport, du Loisir et du Plein air la ministre responsable des Aînés et ministre déléguée à la Santé le ministre de la Sécurité publique la ministre responsable de la Solidarité sociale et de l’Action communautaire la ministre responsable de l’Habitation le ministre responsable des Relations avec les Premières Nations et les Inuit

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

74. La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires versés à ces personnes.

SITUATION AU 31 JANVIER 2024
Comité ministériel de l'économie et de l'environnement Mandat : Le Comité ministériel de l'économie et de l'environnement a pour fonctions de fournir au Conseil exécutif, dans une perspective de cohérence de l'action gouvernementale, ses observations et recommandations sur les notes explicatives, les notes d'information et les mémoires qui lui sont soumis afin de lui permettre : 1° de mieux cerner l'ampleur et la portée du sujet traité; 2° d'identifier les solutions possibles; 3° de choisir parmi ces solutions celle qui, dans les circonstances, se présente comme étant la meilleure; 4° de mesurer les conséquences de tout ordre que la solution implique. Plus particulièrement, il a pour mandat de s'assurer de la cohérence et de la coordination des politiques et des actions gouvernementales dans les domaines qui relèvent de la compétence de ses membres. Membres : le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation la ministre du Tourisme le ministre des Finances et ministre responsable des Relations avec les Québécois d'expression anglaise la ministre responsable de l'Administration gouvernementale et présidente du Conseil du trésor la ministre de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration le ministre de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie, ministre responsable du Développement économique régional et ministre responsable de la Métropole et de la région de Montréal le ministre de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs le ministre de la Justice la ministre des Relations internationales et de la Francophonie et ministre responsable de la Condition féminine la ministre de l'Emploi la ministre de l'Enseignement supérieur la ministre des Ressources naturelles et des Forêts le ministre du Travail le ministre délégué à l'Économie et ministre responsable de la Lutte contre le racisme le ministre responsable des Infrastructures et ministre responsable de la région de la Capitale-Nationale

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

74. La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires versés à ces personnes.

SITUATION AU 31 JANVIER 2024
Comité de législation Mandat : Le mandat du Comité de législation est d'assurer la cohérence législative et juridique de tout projet de loi ou d’amendements à un projet de loi que le gouvernement entend présenter à l’Assemblée nationale. Membres : Monsieur Simon Jolin-Barrette Madame Sonia LeBel Monsieur Jonatan Julien Monsieur Jean Boulet Madame Maïté Blanchette Vézina

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

75. Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure :

rr) Rapport « Le racisme au Québec, Tolérance Zéro » du Groupe d'action contre le racisme (GACR).

#	Actions		MO	Sommes dépensées en 2023-2024 (\$) ¹
1	Interpellations policières	Une pratique policière sur l'interpellation policière a été déployée au mois d'août 2020. -Le MSP a également rendu disponible un mécanisme de collecte de données volontaire sur l'interpellation policière. Depuis le 30 mai 2022, tous les corps de police disposent des outils leur permettant de déployer le cadre de collecte de données au sein de leur organisation. -Le 5 octobre 2023, la Loi modifiant diverses dispositions relatives à la sécurité publique et édictant la Loi visant à aider à retrouver des personnes disparues est entrée en vigueur. Conformément aux dispositions de cette loi, le ministre de la Sécurité publique a établi, à l'égard des corps de police et de leurs membres, une ligne directrice concernant les interpellations policières, y compris les interceptions routières effectuées en vertu de l'article 636 du C.s.r. Cette dernière est entrée en vigueur le 5 décembre 2023 et a été rendue publique. -La ligne directrice prévoit que les corps de police devront obligatoirement collecter, à compter du 1er avril 2024, les données sur l'interpellation policière et à compter du 1er janvier 2025, les données sur l'interception routière effectuée en vertu de l'article 636 du C.s.r. Les données de gestion collectées permettront de brosser un portrait provincial sur l'utilisation de ces types d'intervention et de faire la démonstration que les policiers agissent dans le respect des droits individuels et de manière exempte de profilage racial et social ou, le cas échéant, d'ajuster les attentes à l'égard de leurs comportements.	Ministère de la Sécurité publique	
2	Patrouilles mixtes	Soutien au Service de police de l'agglomération de Longueuil dans la mise en place d'un projet d'intervention policière basé sur la concertation et la création de liens harmonieux avec la population, soit le projet policier RÉSO. -Cette nouvelle philosophie de Police de Concertation suscite de l'intérêt jusqu'à l'international, tant dans les milieux policiers que dans des organisations. Pour la période du 1er janvier au 30 juin 2023, environ 1 268 heures de patrouille à pied et 68 heures de déplacement à vélo ont été effectués. De plus, 1 405 visites de courtoisies et 1 200 visites de suivis de dossiers ont été réalisées sur le terrain par les policiers RÉSO.	Ministère de la Sécurité publique	809 580
¹ Sommes dépensées entre le 1er avril 2023 et le 31 janvier 2024.				

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

75. Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure :

rr) Rapport « Le racisme au Québec, Tolérance Zéro » du Groupe d'action contre le racisme (GACR).

#	Actions		MO	Sommes dépensées en 2023-2024 (\$) ¹
2	Patrouilles mixtes (suite)	Soutien à la Ville de Montréal dans la mise en place d'une équipe de concertation communautaire et de rapprochement (ECCR) et bonification du soutien financier accordé à une équipe de soutien aux urgences psychosociales (ÉSUP) du Service de police de la Ville de Montréal. -Du 1er avril au 31 décembre 2023, les membres de l'équipe ECCR ont observé l'évolution des problématiques liées aux enjeux de sécurité urbaine et de cohabitation sociale en se présentant dans 3 255 (1 090 heures) haltes de concertation communautaire et ont réalisés 9 074 contacts significatifs. -Pour la même période, l'équipe ÉSUP a réalisé 1 166 suivis de cas récurrents et fait plusieurs présences actives dans des activités de rapprochements notamment auprès des populations autochtones. De plus, la pérennisation des patrouilles mixtes (policier-intervenant) a permis plusieurs résolutions de problème en concertation avec des organismes communautaires.	Ministère de la Sécurité publique	1 732 620
		Soutien à la mise en place de dix équipes mixtes d'interventions psychosociales et policières de proximité via le Programme de soutien à l'innovation et au développement de pratiques exemplaires en matière policière et de trois projets visant à lutter contre le profilage racial et social.	Ministère de la Sécurité publique	4 708 471
3	Formation continue des policiers	Développement d'une formation pour contrer le racisme et le profilage racial et social qui sera destinée au personnel et aux gestionnaires des organisations policières. -Des travaux sont en cours, de concert avec l'École nationale de police du Québec, afin d'offrir des capsules de sensibilisation sur le profilage racial et social aux policiers. Ces travaux s'effectuent en étroite collaboration avec la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse et le Commissaire à la déontologie policière. Le gouvernement a déjà accordé un budget de 930 000 \$ sur quatre ans, pour la réalisation de ce projet.	Ministère de la Sécurité publique	239 850

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

75. Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l’organisme contenue dans les plans d’actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l’état d’avancement de la mesure :

rr) Rapport « Le racisme au Québec, Tolérance Zéro » du Groupe d’action contre le racisme (GACR).

#	Actions		MO	Sommes dépensées en 2023-2024 (\$) ¹
4	Domaine du logement	Formations dispensées en lien avec le racisme et le logement.	Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse	6 257
		Campagne de sensibilisation sur les obligations des propriétaires du 27 mars au 8 avril 2023 (débutée en mars 2023) : -Affichage dans le métro et abribus pour Montréal, Québec, Sherbrooke et affichage dans des restaurants, hôtels et bars d’une BD sur la discrimination en logement basée sur les motifs race-couleur-origine ethnique ou nationale. -Clip vidéo sur les réseaux sociaux et sur la plateforme TVA en rattrapage.	Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse	59 359
		Poursuite de la campagne de sensibilisation sur les obligations des propriétaires en août 2023, dans la région Mauricie – Centre du Québec : -Affichage dans les abribus, distribution de dépliants et contact de médias locaux.	Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse	4 774
5	Emplois dans le secteur de la construction	Financement d’un projet de recherche sur les obstacles et facteurs de succès à l’intégration et au maintien en emploi des personnes immigrantes dans l’industrie de la construction.	Ministère de l’Emploi et de la Solidarité sociale (Conseil emploi métropole)	13 050
		Offre d’un service confidentiel et personnalisé visant l’inclusion des groupes sous-représentés dans l’industrie de la construction.	Commission de la construction du Québec	
		Documentation des enjeux d’inclusion et de climat sain dans l’industrie de la construction.	Commission de la construction du Québec	
		Mobilisation des parties prenantes de l’industrie sur les actions entreprises par la CCQ découlant du Rapport du Groupe d’action contre le racisme.	Commission de la construction du Québec	
		Action de communication et de mobilisation pour une industrie inclusive et saine.	Commission de la construction du Québec	

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

75. Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l’organisme contenue dans les plans d’actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l’état d’avancement de la mesure :

rr) Rapport « Le racisme au Québec, Tolérance Zéro » du Groupe d’action contre le racisme (GACR).

#	Actions		MO	Sommes dépensées en 2023-2024 (\$) ¹
6	Reconnaissance des compétences des personnes immigrantes	Collaborations universitaires avec le Sénégal en matière de reconnaissance des qualifications professionnelles (RQP) : -Décembre 2023 : Livraison au MRIF d’analyses comparatives des exigences des formations au Québec et au Sénégal en pratique infirmière et en pratique sage-femmes, réalisées par l’Université de Montréal et l’Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR), respectivement, auprès de l’Université Cheikh Anta Diop de Dakar, premier établissement universitaire du Sénégal. -Ces analyses comparatives jettent les bases pour une 2e phase de ce projet, qui verra la mise en œuvre de mesures permettant de rapprocher les exigences des formations universitaires au Sénégal et au Québec, par la formation de formateurs ou la bonification des contenus des formations, dans l’optique de faciliter la mobilité professionnelle entre le Québec et le Sénégal et permettre l’ouverture de négociations au niveau gouvernemental à propos d’une entente en matière de RQP.	Ministère des Relations internationales et de la Francophonie	
		Ouverture de négociations entre le gouvernement du Québec et de la Colombie : -Dans une correspondance du 9 août 2023, la ministre des Relations internationales et de la Francophonie a demandé la collaboration de son homologue colombienne en vue de l’ouverture de négociations en matière de RQP avec ce pays; une réponse positive a été reçue de la partie colombienne le 4 octobre 2023. -Une première séance de négociations techniques s’est déroulée (en virtuel) entre représentants du gouvernement du Québec et du gouvernement de la Colombie le 12 décembre 2023. La traduction en espagnol des ententes internationales du Québec en matière de RQP a été transmise par le MRIF au gouvernement de la Colombie à la mi-janvier 2024. -Une équipe de négociation de la direction de la Mobilité internationale du MRIF se rendra en mission en Colombie du 4 au 8 mars 2024 pour une deuxième séance de négociations techniques, pour progresser sur un projet de texte d’entente internationale.	Ministère des Relations internationales et de la Francophonie	3 695

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

75. Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure :

rr) Rapport « Le racisme au Québec, Tolérance Zéro » du Groupe d'action contre le racisme (GACR).

#	Actions		MO	Sommes dépensées en 2023-2024 (\$) ¹
6	Reconnaissance des compétences des personnes immigrantes (suite)	Ouverture de négociations en matière de RQP avec le gouvernement du Maroc : -Dans une correspondance du 9 août 2023, la ministre des Relations internationales et de la Francophonie a demandé la collaboration de son homologue marocain en vue de l'ouverture de négociations en matière de RQP avec ce pays. -L'Ambassade du Maroc au Canada a désigné un coordonnateur au sein du gouvernement marocain pour cette négociation le 10 octobre 2023. -Une première séance de négociations techniques s'est déroulée entre le gouvernement du Québec et le gouvernement du Maroc le 17 janvier 2024. -Une 2e séance de négociations techniques doit se dérouler au cours des prochaines semaines, à la suite d'un changement d'interlocuteur côté marocain.	Ministère des Relations internationales et de la Francophonie	
		Plan d'action concerté afin de mettre en œuvre un continuum de mesures visant à améliorer et accélérer la reconnaissance des compétences des personnes immigrantes.	Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration	30 271 064
7	Emplois de la fonction publique	Promotion de la fonction publique comme employeur auprès des membres des minorités visibles et ethniques.	Secrétariat du Conseil du trésor	171 497
8	Conseils d'administration des sociétés d'État	Poursuite de la mise en œuvre du programme triennal (2022-2025) de bourses et de formation en gouvernance, destiné aux membres des minorités visibles et ethniques, qui a été annoncé en mai 2022. -Volet 1 : inscription de 12 personnes (4 par année) au programme de certification universitaire du Collège des administrateurs de sociétés (CAS), par l'entremise de bourses. -Volet 2 : participation de 72 personnes (24 par année) à une nouvelle formation spécifique en gouvernance des sociétés d'État (23 heures de formation dispensées par le CAS).	Ministère du Conseil exécutif (Secrétariat aux emplois supérieurs)	98 350
9	Sensibilisation de la population	Élaboration d'une campagne de sensibilisation contre le racisme et les préjugés. -La 1re phase de cette campagne triennale a démarré le 22 novembre 2021 et a pris fin le 30 janvier 2022. Un montant de 1 189 528 \$ avait été dépensé pour cette première phase, entre le 1er avril 2021 et le 28 février 2022. -Les travaux de réflexion en vue d'une seconde phase de la campagne de sensibilisation contre le racisme et les préjugés sont en cours.	Ministère du Conseil exécutif (Secrétariat à la communication gouvernementale)	

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

75. Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure :

rr) Rapport « Le racisme au Québec, Tolérance Zéro » du Groupe d'action contre le racisme (GACR).

#	Actions		MO	Sommes dépensées en 2023-2024 (\$) ¹
10	Parcours scolaire des jeunes	Intégration du thème du racisme et de la discrimination dans le nouveau programme d'études Culture et citoyenneté québécoise.	Ministère de l'Éducation	
		Élaboration d'un guide complémentaire à l'intention des enseignants portant sur les ancrages existant dans l'ensemble du curriculum pour traiter de la question du racisme.	Ministère de l'Éducation	700
		Poursuite de la promotion de l'éducation interculturelle, des pratiques inclusives et de la valorisation du vivre-ensemble.	Ministère de l'Éducation	633 500
11	Formation initiale des enseignants	Poursuite de la révision des programmes de formation à l'enseignement en tenant compte du Référentiel de compétences professionnelles de la profession enseignante publié en décembre 2020.	Ministère de l'Éducation (Facultés et départements d'éducation)	
12	Nomination d'un ministre	Désignation d'un ministre responsable de la Lutte contre le racisme (20 octobre 2022). - Cette responsabilité ministérielle a été créée le 24 février 2021 avec la nomination, pour la première fois dans l'histoire du Québec, d'un ministre responsable.	N / A	
13	Formation pour les employés de l'État	Élaboration d'une formation de sensibilisation sur la question du racisme en vue de la rendre accessible au personnel de la fonction publique. - La formation est en préproduction et il est envisagé qu'elle puisse commencer à être offerte au cours de l'année financière 2024-2025.	Ministère du Conseil exécutif (Bureau de coordination de la lutte contre le racisme)	16 811
		Élaboration et offre d'une formation aux agents d'aide à l'emploi intitulée Intervention en employabilité et réalités des personnes immigrantes.	Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	116 725

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

75. Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l’organisme contenue dans les plans d’actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l’état d’avancement de la mesure :

rr) Rapport « Le racisme au Québec, Tolérance Zéro » du Groupe d’action contre le racisme (GACR).

#	Actions		MO	Sommes dépensées en 2023-2024 (\$) ¹
VOLET AUTOCHTONE				
14	Sensibilisation de la population	Élaboration et lancement d’une campagne de sensibilisation aux réalités autochtones	Secrétariat des relations avec les Premières Nations et les Inuit	760 628
15	Sensibilisation des ordres professionnels	Sensibilisation à la promotion de l'élaboration de formations sur les réalités autochtones. -Une correspondance du ministre Ian Lafrenière au Conseil interprofessionnel du Québec l’ enjoignant à promouvoir l’élaboration de formations sur les réalités autochtones a été transmise.	Secrétariat des relations avec les Premières Nations et les Inuit	N/A
16	Formation initiale des enseignants	Intégration au Référentiel de compétences professionnelles de la profession enseignante des éléments pour la prise en compte des réalités autochtones.	Ministère de l’Éducation	
		Poursuite des travaux avec la Table nationale sur la réussite éducative des élèves autochtones en regard de cette action.	Ministère de l’Éducation	
17	Contenu scolaire	Consultation des organisations autochtones en éducation dans le cadre de l’élaboration du programme d’études Culture et citoyenneté québécoise (anciennement Éthique et culture religieuse).	Ministère de l’Éducation	
		Poursuite de l’actualisation des contenus du Programme de formation de l’école québécoise afin de prendre davantage en compte les réalités autochtones.	Ministère de l’Éducation	
		Soutien au développement d’outils, en collaboration avec des partenaires autochtones et des maisons d’édition ou autres éditeurs de contenus, afin d’appuyer l’enseignement des enjeux liés aux réalités autochtones.	Ministère de l’Éducation	100 000

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

75. Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure :

rr) Rapport « Le racisme au Québec, Tolérance Zéro » du Groupe d'action contre le racisme (GACR).

#	Actions		MO	Sommes dépensées en 2023-2024 (\$) ¹
18	Formation our les employés de l'État	Offre d'une formation générale en ligne sur les réalités autochtones accessible à l'ensemble du personnel des ministères et organismes.	Secrétariat des relations avec les Premières Nations et les Inuit	
		Offre de plusieurs formations différentes au sein de l'État québécois. Celles-ci peuvent porter sur la sensibilisation d'une manière générale en affaires autochtones	Secrétariat des relations avec les Premières Nations et les Inuit	
		Offre d'une formation spécifique aux intervenants de la santé et des services sociaux dans le réseau québécois du ministère de la Santé et des Services sociaux.	Secrétariat des relations avec les Premières Nations et les Inuit	
		Dispensation, à des employés du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale sur une durée de trois ans, d'une formation sur les réalités autochtones intitulée Mikimowin, élaborée par l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue	Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	
19	Langues autochtones dans les services publics	Sensibilisation des membres du gouvernement en les enjoignant à faire preuve d'ouverture envers les membres des PNI quant à l'usage de leurs langues dans le contexte de la fréquentation des services publics. -Une correspondance du ministre Lafrenière à ses homologues a été transmise à cet effet.	Secrétariat des relations avec les Premières Nations et les Inuit	
		Sensibilisation des présidents-directeurs généraux (PDG) des établissements de santé et de services sociaux au droit des usagers autochtones à s'exprimer dans leur langue maternelle et pour demander de sensibiliser l'ensemble des équipes à cet égard. -Une correspondance du ministre Lafrenière aux PDG des établissements de santé et de services sociaux a été transmise à cet effet.	Secrétariat des relations avec les Premières Nations et les Inuit	

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

75. Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure :

rr) Rapport « Le racisme au Québec, Tolérance Zéro » du Groupe d'action contre le racisme (GACR).

#	Actions		MO	Sommes dépensées en 2023-2024 (\$) ¹
20	Interpellations policières	Une pratique policière sur l'interpellation policière a été déployée au mois d'août 2020. -Le MSP a également rendu disponible un mécanisme de collecte de données volontaire sur l'interpellation policière. Depuis le 30 mai 2022, tous les corps de police disposent des outils leur permettant de déployer le cadre de collecte de données au sein de leur organisation. -Le 5 octobre 2023, la Loi modifiant diverses dispositions relatives à la sécurité publique et édictant la Loi visant à aider à retrouver des personnes disparues est entrée en vigueur. Conformément aux dispositions de cette loi, le ministre de la Sécurité publique a établi, à l'égard des corps de police et de leurs membres, une ligne directrice concernant les interpellations policières, y compris les interceptions routières effectuées en vertu de l'article 636 du C.s.r. Cette dernière est entrée en vigueur le 5 décembre 2023 et a été rendue publique. -La ligne directrice prévoit que les corps de police devront obligatoirement collecter, à compter du 1er avril 2024, les données sur l'interpellation policière et à compter du 1er janvier 2025, les données sur l'interception routière effectuée en vertu de l'article 636 du C.s.r. Les données de gestion collectées permettront de brosser un portrait provincial sur l'utilisation de ces types d'intervention et de faire la démonstration que les policiers agissent dans le respect des droits individuels et de manière exempte de profilage racial et social ou, le cas échéant, d'ajuster les attentes à l'égard de leurs comportements.	Ministère de la Sécurité publique	
21	Patrouilles mixtes autochtones	Soutien à la création de nouvelles équipes mixtes d'intervention à la Sûreté du Québec dans quatre municipalités (Roberval, Chibougamau, Joliette, Maniwaki) pour améliorer les liens entre la police et les communautés autochtones en offrant des services policiers et sociaux culturellement adaptés aux besoins. -Les équipes ÉMIPIC de Chibougamau, Roberval, Joliette et Maniwaki sont déployées. Les services de liaison autochtones qui sont offerts : -Maniwaki : Centre d'amitié autochtone (CAA) de Maniwaki et Centre de santé de Lac Barrière; -Joliette : CAA de Joliette; -Roberval : CIUSSS de Saguenay Lac St-Jean et Centre Mamik -Chibougamau : Cree health board. Toutes les ententes protocolaires sont signées.	Ministère de la Sécurité publique	3 270 598

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

75. Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure :

rr) Rapport « Le racisme au Québec, Tolérance Zéro » du Groupe d'action contre le racisme (GACR).

#	Actions		MO	Sommes dépensées en 2023-2024 (\$) ¹
22*	Ressources des organismes communautaires	Soutenir les initiatives de justice communautaire en milieu urbain et dans les communautés autochtones.	Ministère de la Justice	2 915 000
		Soutenir l'embauche de conseillers parajudiciaires issus des milieux autochtones pour exercer notamment des fonctions en protection de la jeunesse.	Ministère de la Justice	3 270 100
		Accroître les services par l'ajout de ressources pour soutenir les victimes dans le cadre du processus judiciaire auprès des organisations autochtones.	Ministère de la Justice	330 000
		Accroître les services par l'ajout de ressources pour soutenir les victimes dans le cadre du processus judiciaire.	Ministère de la Justice	71 267
		Offrir un soutien administratif aux programmes de justice.	Ministère de la Justice	475 000
23*	Outil Gladue	Rémunérer les rédacteurs Gladue sous contrat sur la base de la bonification accordée en 2022-2023, rendre disponible des rapports de type Gladue et soutenir la formation et de l'embauche de rédacteurs Gladue auprès d'organismes autochtones.	Ministère de la Justice	605 000
24	Services d'interprètes	Poursuite des discussions avec des organismes autochtones intéressés par l'embauche, la formation et l'accréditation d'interprètes autochtones pour répondre aux besoins de la cour et des autres intervenants impliqués dans le milieu de la justice.	Ministère de la Justice	
25	Logement hors communauté	Soutien à la mise en place de trois milieux de vie communautaires pour les étudiants autochtones à Sept-Îles, Trois-Rivières et Québec.	Ministère de l'Enseignement supérieur	4 300 000
TOTAL				54 983 896 \$
* Les sommes identifiées aux mesures #22 et #23 sont prévisionnelles au 31 mars 2024.				

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

76. Pour 2023-2024, le nombre de cadres et de dirigeants de la fonction publique, incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels. Pour chaque personne :
a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
b) fournir la liste des salaires versés.

Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui ont été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Programme 02 - Services de soutien auprès du premier ministre
et du Conseil exécutif

Éléments 01 - 02 - 03 - 04 - 05 - 06

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

Table des matières

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

1. Organigramme détaillé du ministère et des secrétariats sous sa responsabilité. Préciser les titres et le nom des personnes en faisant partie.
2. Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2024-2025, en indiquant pour chacun : son mandat, la liste des membres, le budget dépensé, le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres, les résultats atteints et le nombre de rencontres.
3. Copie et détail de toute demande de réduction, de consolidation, d'optimisation des ressources et de moyens ou de compressions de dépenses reçues par le ministère ou du Secrétariat du Conseil du Trésor pour l'année 2024-2025. Fournir l'ensemble des échanges, correspondances ou autres à ce sujet.
4. Pour le ministère et chacun des secrétariats qui en relèvent, la liste des programmes de financement ou de subvention, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun, pour 2023-2024 : le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le nom du ou des organismes bénéficiaires, le montant qui leur a été accordé et fournir également la liste des projets qui ont été rejetés pour chaque programme.
5. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le total et la ventilation des créances et/ou amendes à recouvrer pour 2023-2024, l'âge de ces créances, ventilé par année, et les moyens entrepris pour les recouvrer.
6. Copie de toutes les directives émises par le premier ministre, le secrétaire général, les secrétaires adjoints ou associés en 2023-2024.
7. Nombre et pourcentage d'employés occasionnels et d'employés permanents, séparément par direction et séparément pour chacun des secrétariats.
8. Salaires, avantages, primes (experts, émérites) et bonis versés aux professionnels, aux membres de la haute direction et aux cadres du ministère du Conseil exécutif et de ses secrétariats depuis le 1^{er} mars 2023. Inclure les primes versées au personnel de cabinet.
9. Effectifs affectés au ministère et à ses secrétariats en 2023-2024, avec date d'affectation, en précisant leur lieu de travail (ville) ainsi que les conditions d'embauche et leur salaire.
10. Le nombre d'utilisations du Challenger depuis le 1^{er} mars 2023, incluant la date, la destination, les personnes à bord et la raison de l'utilisation.
11. Nombre de personnes qui ont signifié leur intérêt à occuper un poste de dirigeant ou de membre d'organisme nommé par l'Assemblée nationale depuis le 1^{er} mars 2023.
12. Liste des cadres et hauts fonctionnaires mis à pied par le Secrétariat aux emplois supérieurs, depuis le 1^{er} mars 2023, incluant, pour chacun, la date de mise à pied, la raison de la mise à pied et l'allocation de départ versée.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

13. Nombre de hauts fonctionnaires en 2023-2024 et prévisions pour 2024-2025.
14. Masse salariale globale pour les classes d'emploi suivantes : sous-ministres, sous-ministres associés, sous-ministres adjoints, dirigeants d'organismes, membres de directions. Fournir la ventilation par année.
15. Nombre de nominations pour les postes de sous-ministres, sous-ministres associés, sous-ministres adjoints, dirigeants d'organismes, membre des directions depuis le 1^{er} mars 2023.
16. Nombre de renouvellements de contrats pour les postes de sous-ministres, sous-ministres associés, sous-ministres adjoints, dirigeants d'organismes, membre des directions depuis le 1^{er} mars 2023.
17. Au sujet des nominations effectuées par le Conseil des ministres en 2023-2024 fournir les échelles salariales utilisées, la proportion d'hommes, de femmes et de personnes issues de la diversité au sein des nominations et la comparaison du salaire moyen pour les hommes et les femmes au sein des nominations réalisées
18. Toute mesure ou action et budget octroyé pour garantir la présence d'au moins un membre provenant d'une minorité visible au sein de la majorité des conseils d'administration des sociétés d'État.
19. L'effectif total et le budget total pour 2023-2024 du Secrétariat à la communication gouvernementale (incluant la masse salariale).
20. Les directives envoyées par le Secrétariat à la communication gouvernementale aux directions des communications des ministères et organismes.
21. Toute directive en vigueur concernant l'atteinte de l'objectif de 4 % des dépenses de publicité dans les médias communautaires et résultats pour les campagnes publicitaires relevant du ministère.
22. Toute directive en vigueur concernant les placements publicitaires sur les plateformes numériques (Google, Facebook, etc.).
23. Pour chacune des campagnes publicitaires imputées sur les crédits dévolus au Secrétariat à la communication gouvernementale : objet de la campagne, coût de la campagne, clientèle visée, moyens publicitaires utilisés, nom de la firme et/ou des professionnels ayant obtenu des contrats dans le cadre de la campagne.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

24. Le montant total des sommes investies en veille médiatique depuis le 1^{er} mars 2023 par le Secrétariat à la communication gouvernementale. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.
25. Veuillez préciser le statut de la lutte contre le racisme au sein du ministère comme secrétariat, direction générale ou direction, ainsi que le portefeuille que représente cette division et l'organigramme.
26. Pour le Bureau de coordination de la lutte contre le racisme, tous les projets financés au cours de l'année en précisant les retombées, l'état d'avancement et préciser ceux qui se sont vu refuser le financement ainsi que les raisons du refus.
27. Pour le Bureau de coordination de la lutte contre le racisme, fournir la liste d'initiatives telles que la Semaine d'actions contre le racisme et pour l'égalité des chances ou la Journée mondiale de la diversité culturelle pour le dialogue et le développement en précisant les crédits rattachés ainsi que leur bilan.
28. Pour le Bureau de coordination de la lutte contre le racisme, crédits rattachés et bilan au projet La Décennie, proclamés par l'Assemblée générale des Nations Unies.
29. Pour le Bureau de coordination de la lutte contre le racisme, concernant les campagnes de publicité, veuillez fournir le nombre de plaintes reçues, ainsi que de préciser les sujets et les ressources attitrées pour celles-ci.
30. Pour le Bureau de coordination de la lutte contre le racisme, concernant le Groupe d'action contre le racisme et la réalisation des 25 actions du rapport, veuillez préciser : Les budgets affectés, les crédits dépensés et toujours disponibles pour chaque action, L'état d'avancement pour chacune des actions.
31. Pour le Bureau de coordination de la lutte contre le racisme, liste des prix de reconnaissance sous la direction de la lutte contre le racisme en précisant tous les crédits prévus et affectés pour l'attribution de ces prix.
32. Pour le Bureau de coordination de la lutte contre le racisme, liste de toutes campagnes d'information effectuées en précisant les crédits rattachés.
33. Pour le Bureau de coordination de la lutte contre le racisme, tous crédits octroyés pour les ressources d'aide en précisant les bénéficiaires.

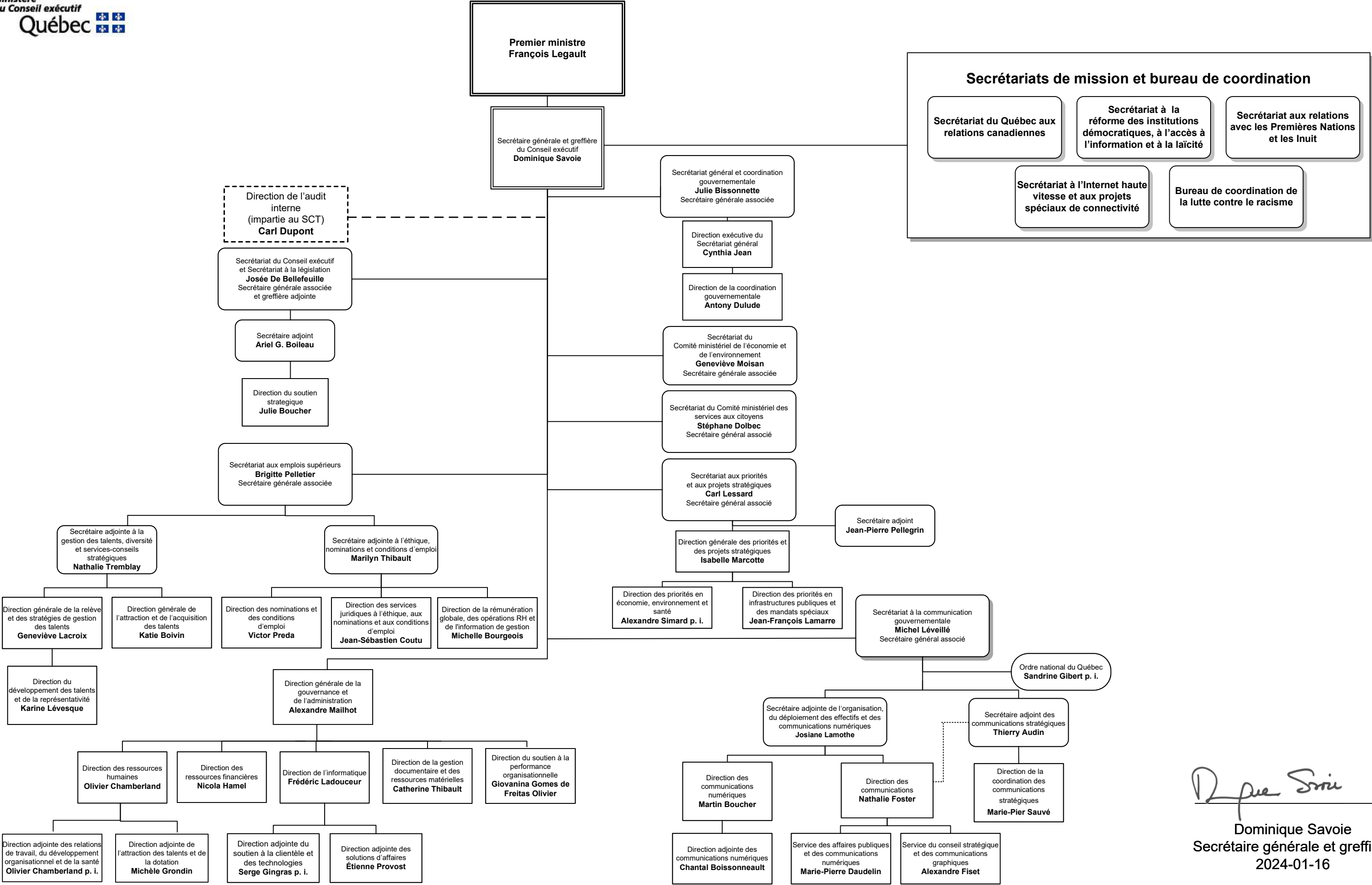
MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

34. Pour le Bureau de coordination de la lutte contre le racisme, nombre d'ETC dédiés au Bureau de coordination de la Lutte contre le racisme et la liste des postes en indiquant s'ils sont comblés.
35. Pour le Bureau de coordination de la lutte contre le racisme, pour les cinq dernières années, indiquer les actions et mesures mises en œuvre pour sensibiliser la population à la lutte contre le racisme.
36. Pour le Bureau de coordination de la lutte contre le racisme, pour les cinq dernières années, indiquer les sommes engagées pour les actions et mesures mises en œuvre pour sensibiliser la population à la lutte contre le racisme.
37. Pour le Bureau de coordination de la lutte contre le racisme, les crédits dédiés ainsi que les copies des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant le caractère intersectionnel de la discrimination. Liste de personnel affecté à cet enjeu, liste des rencontres et des experts consultés pour 2023-2024.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

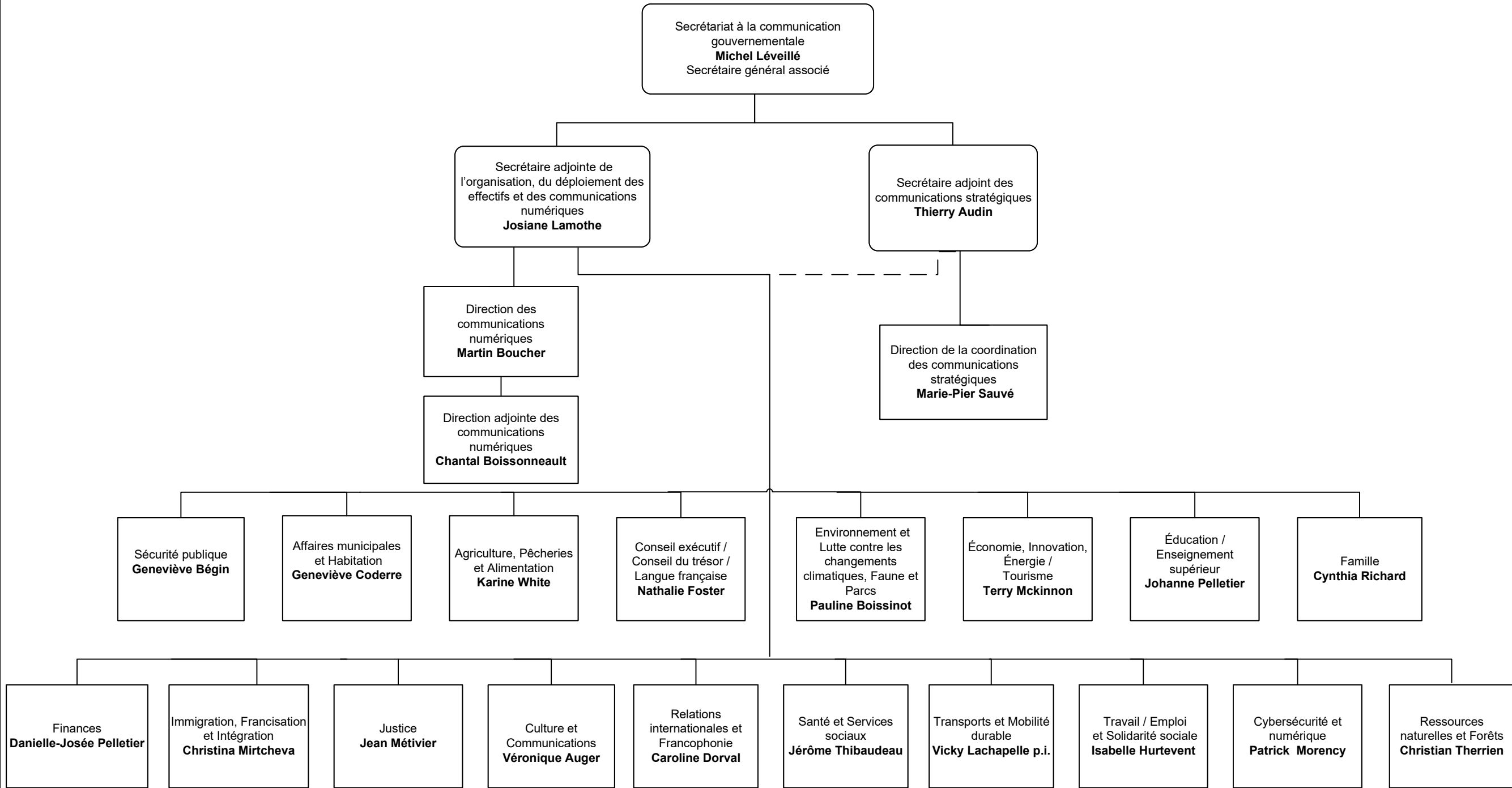
1. Organigramme détaillé du ministère et des secrétariats sous sa responsabilité. Préciser les titres et le nom des personnes en faisant partie.

L'organigramme se trouve à la page suivante.

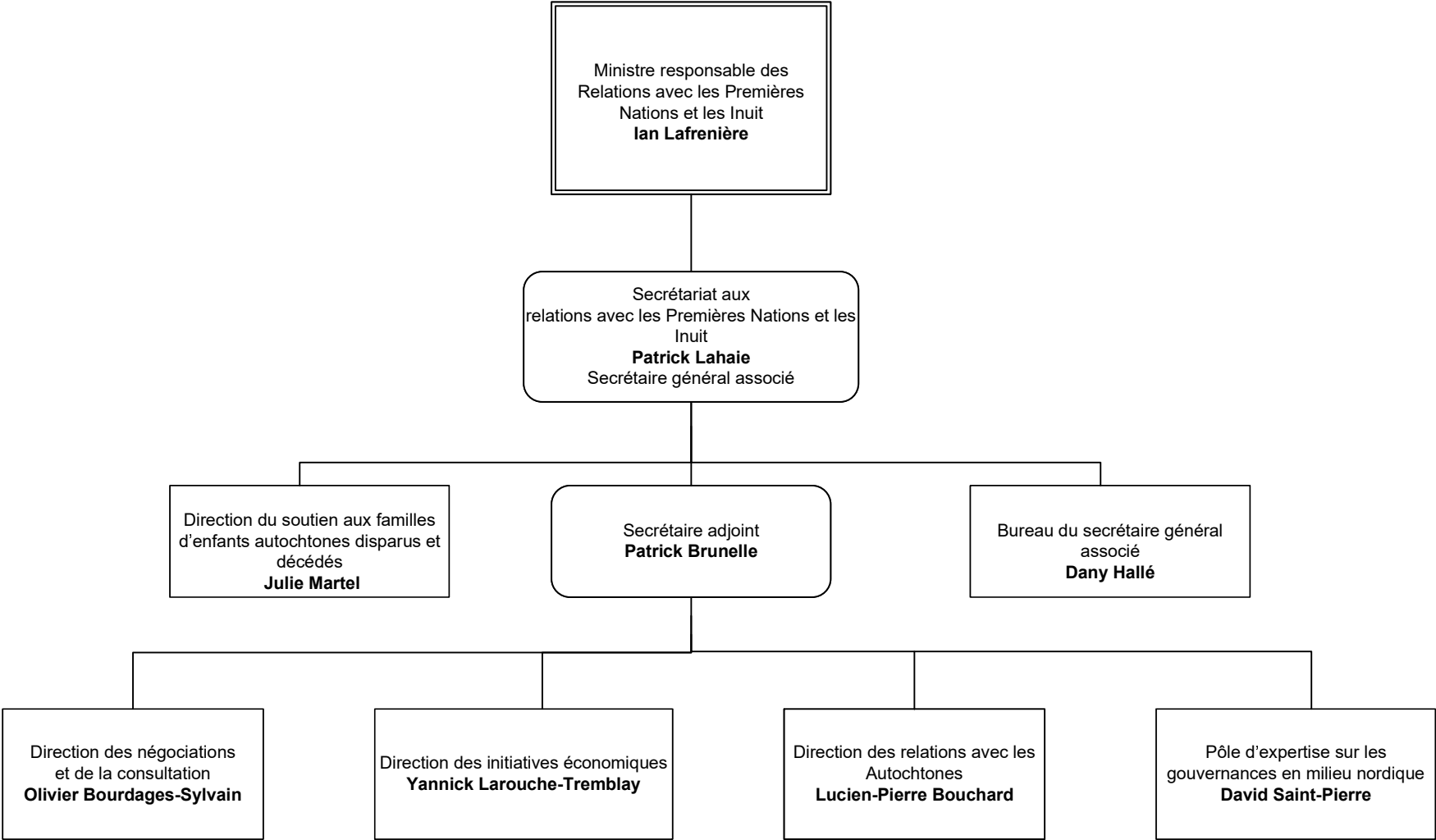



Dominique Savoie
Secrétaire générale et greffière
2024-01-16

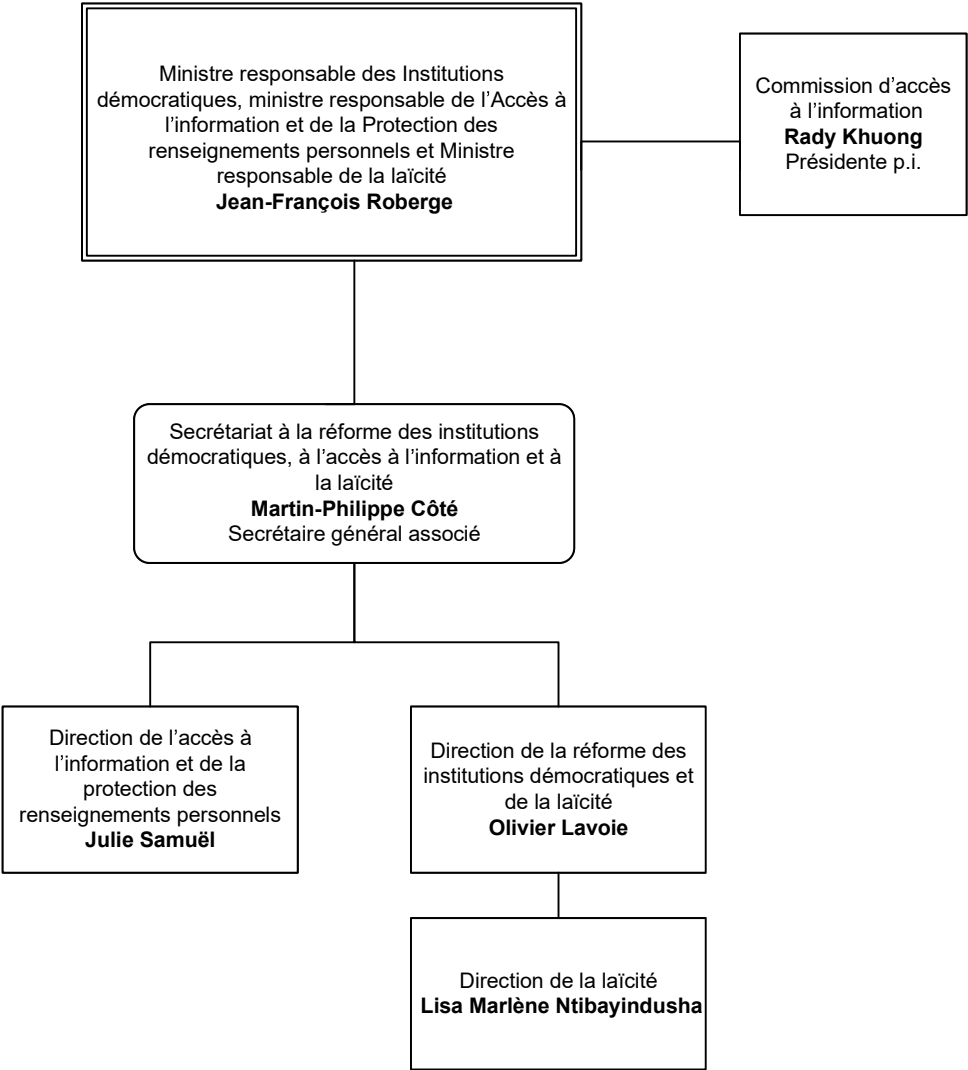
Secrétariat à la communication gouvernementale



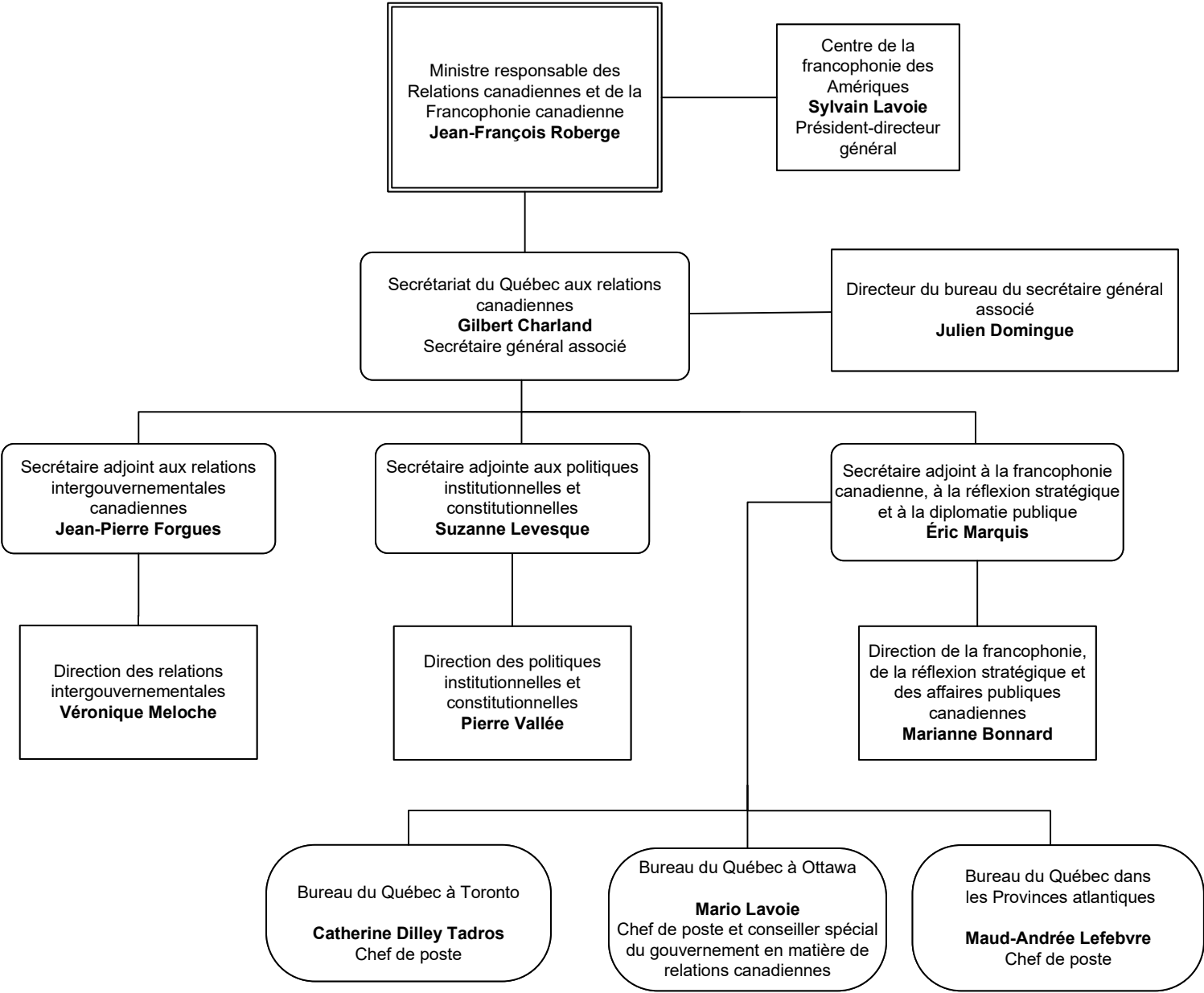
Secrétariat aux relations avec les
Premières Nations et les Inuit



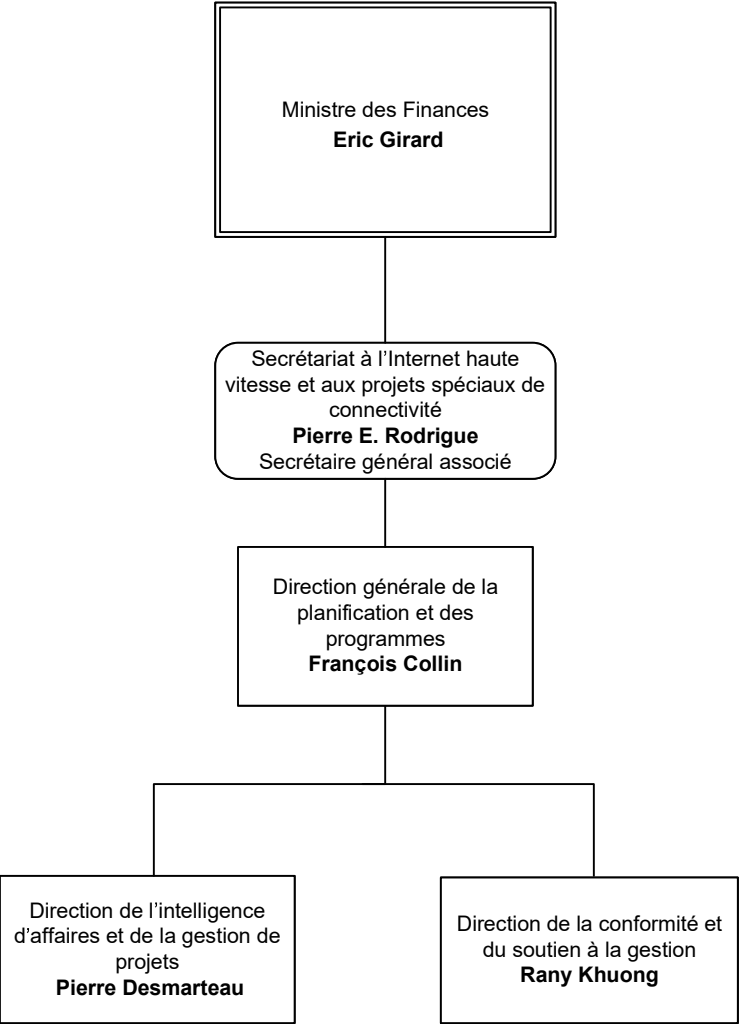
Secrétariat à la réforme des institutions démocratiques, à l'accès à l'information et à la laïcité



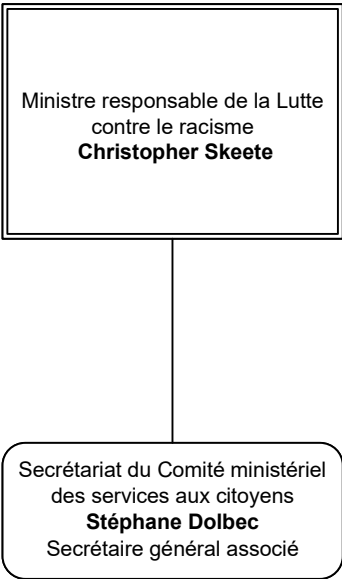
Secrétariat du Québec aux relations canadiennes



Secrétariat à l'Internet haute vitesse et aux projets spéciaux de connectivité



Bureau de coordination de la lutte contre le racisme



MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

- 2. Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2023-2024, en indiquant pour chacun :**
- a) son mandat;**
 - b) la liste des membres;**
 - c) le budget dépensé;**
 - d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres;**
 - e) les résultats atteints;**
 - f) le nombre de rencontres.**

La réponse à cette question est incluse à la question numéro 74 des renseignements généraux.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

3. Copie et détail de toute demande de réduction, de consolidation, d'optimisation des ressources et de moyens ou de compressions de dépenses reçues par le ministère ou du Secrétariat du Conseil du trésor pour l'année 2024-2025. Fournir l'ensemble des échanges, correspondances ou autres à ce sujet.

Les mesures d'économie demandées par le Secrétariat du Conseil du trésor pour 2024-2025 totalisent 871 k\$.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

4. Pour le ministère et chacun des secrétariats qui en relèvent, la liste des programmes de financement ou de subvention, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun, pour 2023-2024 :

a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention;

b) le nom du ou des organismes bénéficiaires;

c) le montant qui leur a été accordé.

Fournir également la liste des projets qui ont été rejetés pour chaque programme.

Les montants présentés ici correspondent aux sommes réellement dépensées au 31 janvier 2024.			
PROGRAMME : Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif (Secrétariat général et greffe du Conseil exécutif)			
DIRECTION DU MINISTÈRE	PROJETS	ORGANISMES	MONTANT DES FINANCEMENTS (\$)
Bureau de la lutte contre le racisme	Prix pour un Québec sans racisme 2023	Centre SCAMA	5 000
Bureau de la lutte contre le racisme	Prix pour un Québec sans racisme 2023	Monpierre, Sabine	5 000
		TOTAL	10 000

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

5. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le total et la ventilation des créances et/ou amendes à recouvrer pour 2023-2024, l'âge de ces créances, ventilé par année, et les moyens entrepris pour les recouvrer.

Réponse : aucune

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

6. Copie de toutes les directives émises par le premier ministre, la secrétaire générale, les secrétaires adjoints ou associés en 2023-2024.

En 2023-2024, aucune nouvelle directive n'a été émise en lien avec le décret n° 1668-2022 du 20 octobre 2022 concernant l'organisation et le fonctionnement du Conseil exécutif.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

7. Nombre et pourcentage d'employés occasionnels et d'employés permanents, séparément par direction et séparément pour chacun des secrétariats.

PROGRAMME 2 : SERVICES DE SOUTIEN AUPRÈS DU PREMIER MINISTRE ET DU CONSEIL EXÉCUTIF	
Nombre et pourcentage d’employés occasionnels	Nombre et pourcentage d’employés permanents
2023-2024 49 occasionnels 4 %	2023-2024 1040 permanents 96 %

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

8. Salaires, avantages, primes (experts, émérites) et bonis versés aux professionnels, aux membres de la haute direction et aux cadres du ministère du Conseil exécutif et de ses secrétariats depuis le 1^{er} mars 2023. Inclure les primes versées au personnel de cabinet.

Pour la période du 1er avril 2023 au 31 janvier 2024, le salaire total versé aux cadres est de 10 381 301 \$.

Pour les professionnels : la réponse sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Pour les membres de la haute direction et les cadres, aucun boni n'a été versé.

Pour les primes (bonis) du personnel de cabinet, aucun boni n'a été versé.

Pour les indemnités de départ du personnel de cabinet, la somme s'établit à 303 282 \$.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

9. Effectifs affectés au ministère et à ses secrétariats en 2023-2024, avec date d’affectation, en précisant leur lieu de travail (ville) ainsi que les conditions d’embauche et leur salaire.

PROGRAMME 2 - SERVICES DE SOUTIEN AUPRÈS DU PREMIER MINISTRE ET DU CONSEIL EXÉCUTIF			
DU 1 ^{er} AVRIL 2023 AU 31 JANVIER 2024			
	FONCTIONNAIRES*	PROFESSIONNELS**	CADRES***
Nombre de mouvements	38	125	2
Lieu de travail	Québec, Montréal et autres	Québec, Montréal et autres	Québec
Salaire (\$)	37 019 à 58 076	48 488 à 90 785	96 209 à 136 685
* Les salaires correspondent aux minimums et aux maximums des échelles de traitement au 1er avril 2023 (fonctionnaires). ** Les salaires correspondent aux minimums et aux maximums des échelles de traitement au 1er avril 2023 (professionnels). *** Les salaires correspondent aux minimums et aux maximums des échelles de traitement au 1er avril 2023 (cadres).			

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

10. Le nombre d'utilisations du Challenger depuis le 1^{er} mars 2023, incluant la date, la destination, les personnes à bord et la raison de l'utilisation.

Réponse : Aucune

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

11. Nombre de personnes qui ont signifié leur intérêt à occuper un poste de dirigeant ou de membre d’organisme nommé par l’Assemblée nationale depuis le 1^{er} avril 2023.

ORGANISMES	NOMBRE DE CANDIDATS EN 2023-2024
Autorité des marchés publics	3
Comité de surveillance des activités de l’Unité permanente anticorruption	1
Commissaire à la lutte contre la corruption	2
Commissaire à l’éthique et à la déontologie	2
Commissaire au lobbying	2
Commission d'accès à l'information	45
Commission de la fonction publique	1
Commission de la représentation électorale	0
Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse	31
Directeur des poursuites criminelles et pénales	2
Directeur général des élections	3
Protecteur du citoyen	4
Sûreté du Québec	1
Vérificateur général	1
TOTAL	98
Données du 1 ^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024.	

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

12. Liste des cadres et hauts fonctionnaires mis à pied par le Secrétariat aux emplois supérieurs, depuis le 1^{er} mars 2023, incluant, pour chacun, la date de mise à pied et l'allocation de départ versée.

Aucun cadre ni haut fonctionnaire n'ont été mis à pied par le Secrétariat aux emplois supérieurs.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

13. Nombre de hauts fonctionnaires en 2023-2024 et prévisions pour 2024-2025.

Le nombre de hauts fonctionnaires (titulaires d'un emploi supérieur à temps plein) est passé de 837 (au 28 février 2023) à 846 (au 31 janvier 2024).

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

14. Masse salariale globale pour les classes d'emploi suivantes : sous-ministres, sous-ministres associés, sous-ministres adjoints, dirigeants d'organismes, membres de directions.
Fournir la ventilation par année.

	31 janvier 2024	
MINISTÈRES	NOMBRE	MASSE SALARIALE ANNUELLE (\$)
Sous-ministres	30	7 862 578
Sous-ministres associés ou adjoints	146	30 542 326
Délégués généraux, délégués et chefs de poste	19	3 500 756
SOUS-TOTAL	195	41 905 660
ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX ET AUTRES ORGANISMES (nomination ou fixation de la rémunération d'un dirigeant ou membre par décret, selon l'acte constitutif de l'organisme)	NOMBRE	MASSE SALARIALE ANNUELLE (\$)
Présidents	137	31 548 246
Vice-présidents	123	23 336 655
Membres et secrétaires	391	64 250 012
SOUS-TOTAL	651	119 134 913
TOTAL	846	161 040 573

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

15. Nombre de nominations pour les postes de sous-ministres, sous-ministres associés, sous-ministres adjoints, dirigeants d’organismes, membres des directions depuis le 1^{er} avril 2023.

MINISTÈRES	DU 1 ^{er} avril 2023 AU 31 janvier 2024
Sous-ministres	9
Sous-ministres associés ou adjoints	27
Délégués généraux, délégués et chefs de poste	5
SOUS-TOTAL	41
ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX ET AUTRES ORGANISMES	
Présidents	29
Vice-présidents	16
Membres et secrétaires	38
SOUS-TOTAL	83
TOTAL	124
Les données présentées sont du 1er avril 2023 au 31 janvier 2024.	

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

16. Nombre de renouvellements de contrats pour les postes de sous-ministres, sous-ministres associés, sous-ministres adjoints, dirigeants d’organismes, membre des directions depuis le 1^{er} avril 2023.

MINISTÈRES	DU 1 ^{er} AVRIL 2023 AU 31 JANVIER 2024
Sous-ministres	2
Sous-ministres associés ou adjoints	4
Délégués généraux, délégués et chefs de poste	-
SOUS-TOTAL	6
ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX ET AUTRES ORGANISMES	
Présidents	11
Vice-présidents	12
Membres et secrétaires	51
SOUS-TOTAL	74
TOTAL	80

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

17. Au sujet des nominations effectuées par le Conseil des ministres en 2023-2024

- a) Échelles salariales utilisées;
- b) Proportion d’hommes, de femmes et de personnes issues de la diversité au sein des nominations;
- c) Comparaison du salaire moyen pour les hommes et les femmes au sein des nominations réalisées.

a) Échelles salariales utilisées

Échelles salariales des titulaires d'un emploi supérieur à temps plein		
EMPLOIS DE SOUS-MINISTRES		
Niveau du poste	Depuis le 1 ^{er} avril 2023	
	Minimum normal	Maximum normal
Secrétaire général	253 942 \$	304 731 \$
SM5	234 897 \$	281 876 \$
SM4	211 620 \$	253 942 \$
SM3	205 204 \$	246 246 \$
SM2	193 334 \$	232 001 \$
SM1	181 460 \$	217 754 \$

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

17. Au sujet des nominations effectuées par le Conseil des ministres en 2023-2024

- a) Échelles salariales utilisées;
- b) Proportion d’hommes, de femmes et de personnes issues de la diversité au sein des nominations;
- c) Comparaison du salaire moyen pour les hommes et les femmes au sein des nominations réalisées.

a) Échelles salariales utilisées

Échelles salariales des titulaires d'un emploi supérieur à temps plein		
EMPLOIS DE SOUS-MINISTRES ASSOCIÉS OU ADJOINTS		
Niveau du poste	Depuis le 1 ^{er} avril 2023	
	Minimum normal	Maximum normal
SMA3	193 334 \$	232 001 \$
SMA2	167 503 \$	217 754 \$
SMA1	144 249 \$	187 521 \$
DÉLÉGUÉS GÉNÉRAUX, DÉLÉGUÉS ET CHEFS DE POSTE		
Niveau du poste	Depuis le 1 ^{er} avril 2023	
	Minimum normal	Maximum normal
Délégué général	144 249 \$	187 521 \$
Délégué et chef de poste	130 732 \$	169 950 \$

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

17. Au sujet des nominations effectuées par le Conseil des ministres en 2023-2024

- a) Échelles salariales utilisées;
- b) Proportion d’hommes, de femmes et de personnes issues de la diversité au sein des nominations;
- c) Comparaison du salaire moyen pour les hommes et les femmes au sein des nominations réalisées.

a) Échelles salariales utilisées

Échelles salariales des titulaires d'un emploi supérieur à temps plein		
PREMIERS DIRIGEANTS, VICE-PRÉSIDENTS ET MEMBRES D'UN ORGANISME		
Niveau du poste	Depuis le 1 ^{er} avril 2023	
	Minimum normal	Maximum normal
DMO9	195 339 \$	253 942 \$
DMO8	189 416 \$	246 246 \$
DMO7	178 463 \$	232 001 \$
DMO6	167 503 \$	217 754 \$
DMO5	144 249 \$	187 521 \$
DMO4 (membre médecin)	135 647 \$	176 339 \$
DMO4	130 732 \$	169 950 \$
DMO3 (membre médecin)	117 714 \$	158 913 \$
DMO3	113 451 \$	153 155 \$
DMO2	97 969 \$	132 259 \$
DMO1	86 951 \$	117 387 \$

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

17. Au sujet des nominations effectuées par le Conseil des ministres en 2023-2024

- a) Échelles salariales utilisées;
- b) Proportion d’hommes, de femmes et de personnes issues de la diversité au sein des nominations;
- c) Comparaison du salaire moyen pour les hommes et les femmes au sein des nominations réalisées.

a) Échelles salariales utilisées

Échelles salariales des présidents-directeurs généraux et des présidents-directeurs généraux adjoints à temps plein des centres intégrés de santé et de services sociaux, des établissements regroupés et des établissements non fusionnés		
PRÉSIDENTS-DIRECTEURS GÉNÉRAUX		
Niveau du poste	Depuis le 1 ^{er} avril 2023	
	Minimum normal	Maximum normal
PDG1	254 535 \$	330 897 \$
PDG2	235 682 \$	306 386 \$
PDG3	218 223 \$	283 693 \$
PDG4	202 058 \$	262 678 \$
PDG5	187 092 \$	243 221 \$
PDG6	130 708 \$	169 920 \$

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

17. Au sujet des nominations effectuées par le Conseil des ministres en 2023-2024

- a) Échelles salariales utilisées;
- b) Proportion d’hommes, de femmes et de personnes issues de la diversité au sein des nominations;
- c) Comparaison du salaire moyen pour les hommes et les femmes au sein des nominations réalisées.

a) Échelles salariales utilisées

Échelles salariales des présidents-directeurs généraux et des présidents-directeurs généraux adjoints à temps plein des centres intégrés de santé et de services sociaux, des établissements regroupés et des établissements non fusionnés		
PRÉSIDENTS-DIRECTEURS GÉNÉRAUX ADJOINTS		
Niveau du poste	Depuis le 1er avril 2023	
	Minimum normal	Maximum normal
PDGA1	202 941 \$	263 824 \$
PDGA2	187 907 \$	244 282 \$
PDGA3	173 991 \$	226 186 \$
PDGA4	161 102 \$	209 432 \$
PDGA5	149 168 \$	193 918 \$

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

17. Au sujet des nominations effectuées par le Conseil des ministres en 2023-2024

- a) Échelles salariales utilisées;**
- b) Proportion d’hommes, de femmes et de personnes issues de la diversité au sein des nominations;**
- c) Comparaison du salaire moyen pour les hommes et les femmes au sein des nominations réalisées.**

b) Proportion d’hommes, de femmes et de personnes issues de la diversité au sein des nominations;

b) Proportion d'hommes, de femmes et de personnes issues de la diversité au sein des nominations à temps plein	
Période du 1 ^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024	
Hommes : 47,5 %	
Femmes : 52,5 %	
Diversité : 5,9 %	

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

17. Au sujet des nominations effectuées par le Conseil des ministres en 2023-2024 :

- a) Échelles salariales utilisées;**
 - b) Proportion d’hommes, de femmes et de personnes issues de la diversité au sein des nominations;**
 - c) Comparaison du salaire moyen pour les hommes et les femmes au sein des nominations réalisées.**
-

c) Comparaison du salaire moyen pour les hommes et les femmes au sein des nominations réalisées.

c) Comparaison du salaire moyen pour les hommes et les femmes au sein des nominations à temps plein réalisées	
Période du 1 ^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024	
Salaire moyen	
Hommes : 211 121 \$	
Femmes : 184 594 \$	

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

18. Toute mesure ou action et budget octroyé pour garantir la présence d’au moins un membre provenant d’une minorité visible au sein de la majorité des conseils d’administration des sociétés d’État.

Le 15 juin 2020, le gouvernement du Québec a créé le Groupe d’action contre le racisme (GACR) qui avait pour but d’agir principalement dans les secteurs de la sécurité publique, de la santé, de la justice, du milieu scolaire, du logement et de l’emploi.

Le 14 décembre 2020, le GACR a déposé son rapport qui présentait 25 actions qui visent deux groupes particulièrement vulnérables face au racisme et à la discrimination, soit les minorités visibles et les Autochtones.

L'action n° 8 vise à « garantir la présence d’au moins un membre provenant d’une minorité visible au sein de la majorité des conseils d’administration (CA) des sociétés d’État visées par la Loi sur la gouvernance des sociétés d’État (LGSE), d’ici cinq ans. »

Le 24 février 2021, le gouvernement s'est engagé à donner suite à l'ensemble des recommandations du GACR et M. Benoit Charette a été désigné ministre responsable de la Lutte contre le racisme. Il est appuyé dans ses fonctions par M. Christopher Skeete, à titre d'adjoint parlementaire et bénéficie du soutien du ministère du Conseil exécutif qui appuie la mise en place d’une entité administrative dédiée à la coordination de la lutte contre le racisme.

En septembre 2021, l’objectif de présence d’au moins une personne membre d’une minorité visible au sein de la majorité des CA des sociétés d’État était atteint (12 sur 23, soit 52,2 %).

Le 3 juin 2022, la Loi renforçant la gouvernance des sociétés d’État et modifiant d’autres dispositions législatives a été sanctionnée. Cette Loi élargit et renforce la LGSE et porte notamment à 46 le nombre de sociétés visées par la LGSE. De plus, la LGSE modernisée exige que chaque CA de ces 46 sociétés d’État inclue au moins une personne qui, de l’avis du gouvernement, est représentative de la diversité de la société québécoise, et ce, en lien avec l’article 43 de la LGSE qui exige notamment que la composition des CA de l’ensemble de ces 46 sociétés d’État et de la Commission de la construction du Québec reflète les différentes composantes de la société québécoise.

Le 20 octobre 2022, le premier ministre a désigné M. Christopher Skeete à titre de ministre responsable de la Lutte contre le racisme.

Le 31 mai 2023, la nouvelle politique favorisant la représentativité de la société québécoise au sein des CA des sociétés d’État a été adoptée par le Conseil des ministres. Les 46 sociétés d’État visées par la LGSE disposent jusqu'au 31 mai 2025 pour compter au moins un membre représentatif de la diversité de la société québécoise, dont les membres de minorités visibles font partie, au sein de leur CA.

Au 31 janvier 2024, 37 personnes de minorités visibles sont présentes au sein de 30 CA de sociétés d’État (soit 65,2 % des 46 sociétés d’État visées). L'objectif de la recommandation n° 8 est donc atteint.

Des mesures et des actions ont été initiées pour soutenir, puis consolider l’atteinte de l’objectif énoncé dans la recommandation n° 8 du rapport du GACR, notamment l'élaboration d'outils de sensibilisation, la formation ainsi que de l'accompagnement des dirigeants d'organismes pour faciliter le repérage des candidats appartenant aux groupes cibles.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

18. Toute mesure ou action et budget octroyé pour garantir la présence d’au moins un membre provenant d’une minorité visible au sein de la majorité des conseils d’administration des sociétés d’État.

Principales actions réalisées pour favoriser la présence des minorités visibles et des minorités ethniques au sein des CA :

- Annonce en mai 2022, par le ministre responsable de la Lutte contre le racisme, d'un programme triennal (2022-2025) de bourses et de formation en gouvernance, destiné aux membres des minorités visibles et ethniques :
 - o Budget de 300 000 \$ sur trois ans qui a été attribué au Secrétariat aux emplois supérieurs dans le cadre du Budget 2022-2023, puis autorisé par le Conseil du trésor, pour financer cette nouvelle mesure. Elle a pour objectif d'élargir le bassin de candidatures formées en gouvernance des sociétés d'État sur une période de trois ans :
 - Volet 1 : inscription de 12 personnes (4 par année) au programme de certification universitaire en gouvernance de sociétés du Collège des administrateurs de sociétés (CAS), par l'entremise de bourses.
 - Volet 2 : participation de 72 personnes (24 par année) à une nouvelle formation spécifique en gouvernance des sociétés d'État (23 heures de formation dispensées par le CAS).
 - o Deux appels de candidatures pour le programme de certification universitaire (volet 1) ont été réalisés en 2023. Quatre des huit récipiendaires ont débuté leur programme en 2023 (1re édition), trois autres ont débuté à l'hiver 2024 et un débutera en septembre 2024 (2e édition).
 - o Deux appels de candidatures pour la formation spécifique en gouvernance des sociétés d'État (volet 2) ont été réalisés en 2023. Les 24 personnes sélectionnées lors de la 1re édition ont participé à une formation en 2023. Dans le cadre de la 2e édition, la sélection des 24 personnes s'est effectuée en février 2024 et la formation est prévue en mars 2024.
- En mai 2023, adoption de la nouvelle politique favorisant la représentativité de la diversité de la société québécoise au sein des conseils d'administration des sociétés d'État. Celle-ci définit, en lien avec l'article 43 de la LGSE, les membres représentatifs de la diversité de la société québécoise : les Autochtones, les membres des minorités visibles, les membres des minorités ethniques ainsi que les personnes handicapées.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

19. L'effectif total et le budget total pour 2023-2024 du Secrétariat à la communication gouvernementale (incluant la masse salariale).

2023-2024		
Ces données incluent également l'effectif des directions des communications des autres ministères.	NOMBRE	MONTANT (k\$)
Effectif total	855	
Budget total ¹		53 111
Masse salariale ¹		52 265
¹ Données extraites du budget de dépenses 2023-2024.		

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025**

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

20. Les directives envoyées par le Secrétariat à la communication gouvernementale aux directions des communications des ministères et organismes.

Le Secrétariat à la communication gouvernementale a transmis une seule directive aux directions des communications en 2023-2024. Elle concernait la suspension des placements publicitaires sur Meta.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

21. Toute directive en vigueur concernant l'atteinte de l'objectif de 4 % des dépenses de publicité dans les médias communautaires et résultats pour les campagnes publicitaires relevant du ministère.

En 1995, le gouvernement du Québec a émis un énoncé de politique visant à inciter les ministères et les organismes publics à investir au moins 4 % de leurs dépenses annuelles en placements publicitaires dans les médias communautaires. Le suivi de cette mesure a été confié au ministère de la Culture et des Communications (MCC).

En 2023-2024, le ministère du Conseil exécutif a investi 50 703 \$ dans les médias communautaires, soit 4,2 % de ses dépenses totales en placements publicitaires.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

22. Toute directive en vigueur concernant les placements publicitaires sur les plateformes numériques (Google, Facebook, etc.).

Une seule directive relevant du ministère du Conseil exécutif (MCE) est en vigueur relativement aux placements publicitaires sur les plateformes numériques. Elle concerne la suspension des placements publicitaires sur Meta.

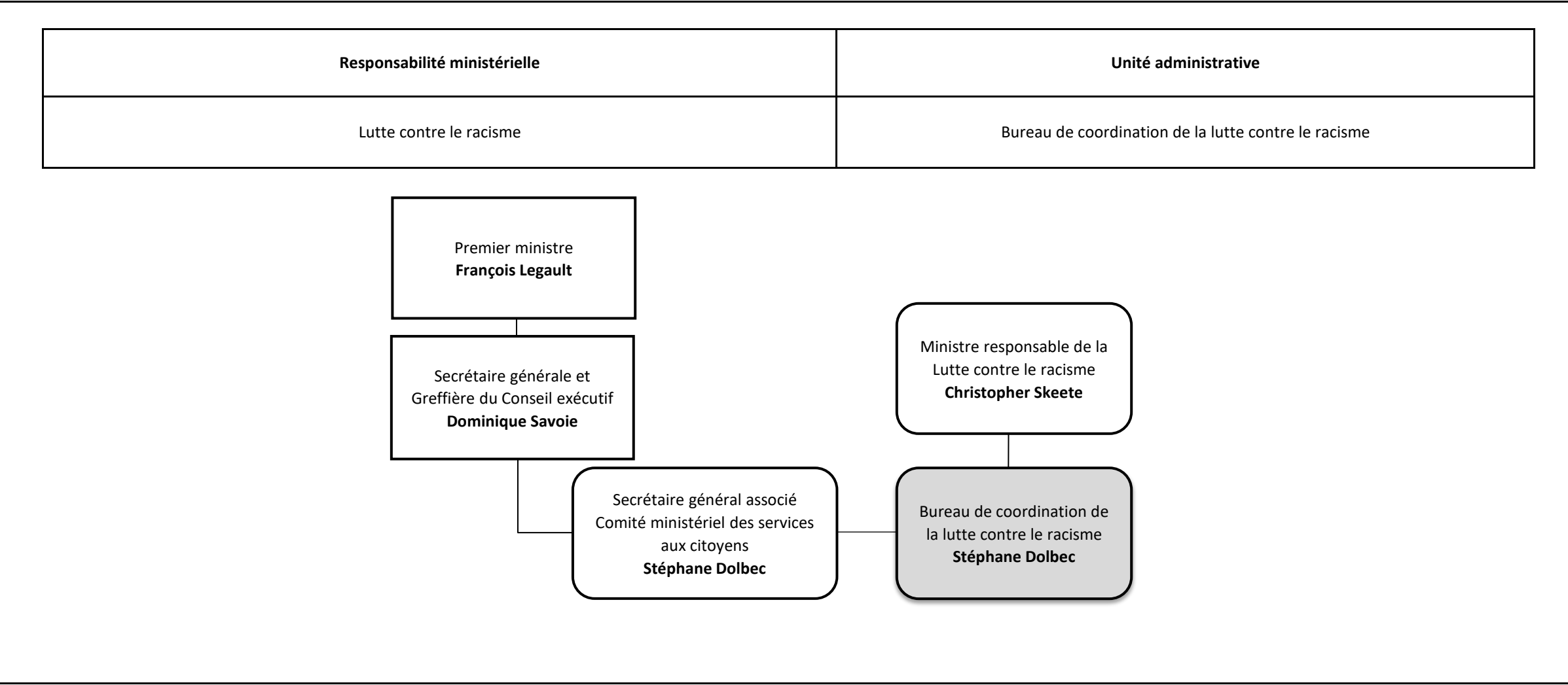
MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

23. Pour chacune des campagnes publicitaires imputées sur les crédits dévolus au Secrétariat à la communication gouvernementale :
- a) objet de la campagne;
 - b) coût de la campagne;
 - c) clientèle visée;
 - d) moyens publicitaires utilisés;
 - e) nom de la firme et/ou des professionnels ayant obtenu des contrats dans le cadre de la campagne.

MINISTÈRE	1 ^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024 (\$)
Ministère du Conseil exécutif	2 540 000
Ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie	16 000
Ministère de l'Éducation	30 000
Ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs	22 000
Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Inclusion	260 000
Ministère de la Santé et des Services sociaux	20 000
TOTAL	2 888 000

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

25. Veuillez préciser le statut de la lutte contre le racisme au sein du ministère comme secrétariat, direction générale ou direction, ainsi que le portefeuille que représente cette division et l’organigramme.



MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

26. Pour le Bureau de coordination de la lutte contre le racisme, tous les projets financés au cours de l'année en précisant les retombées, l'état d'avancement et préciser ceux qui se sont vu refuser le financement ainsi que les raisons du refus.

Le Bureau de coordination de la lutte contre le racisme n'administre pas de programme de soutien financier.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

27. Pour le Bureau de coordination de la lutte contre le racisme, fournir la liste d’initiatives telles que la Semaine d'actions contre le racisme et pour l'égalité des chances ou la Journée mondiale de la diversité culturelle pour le dialogue et le développement en précisant les crédits rattachés ainsi que leur bilan.

Cette information relève du ministère de l’Immigration, de la Francisation et de l’Intégration.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

28. Pour le Bureau de coordination de la lutte contre le racisme, crédits rattachés et bilan au projet La Décennie, proclamés par l'Assemblée générale des Nations Unies.

Cette information relève du ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

29. Pour le Bureau de coordination de la lutte contre le racisme, concernant les campagnes de publicité, veuillez fournir le nombre de plaintes reçues, ainsi que de préciser les sujets et les ressources attitrées pour celles-ci.

Cette question n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

30. Concernant le Groupe d'action contre le racisme et la réalisation des 25 actions du rapport, veuillez préciser :
a) Les budgets affectés, les crédits dépensés et toujours disponibles pour chaque action;
b) L'état d'avancement pour chacune des actions.

La réponse à cette question est incluse dans la réponse à la demande de renseignements généraux 75.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

31. Pour le Bureau de coordination de la lutte contre le racisme, liste des prix de reconnaissance sous la direction de la lutte contre le racisme en précisant tous les crédits prévus et affectés pour l’attribution de ces prix.

Prix de reconnaissance	Pour un Québec sans racisme
Crédits dépensés pour les prix 2023	23 368 \$
Crédits dépensés pour les prix 2024	0 \$

Note : les données présentées sont du 1er avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

32. Pour le Bureau de coordination de la lutte contre le racisme, liste de toutes campagnes d'information effectuées en précisant les crédits rattachés.

La réponse à cette question est incluse dans la réponse à la demande de renseignements généraux 75.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

33. Pour le Bureau de coordination de la lutte contre le racisme, tous crédits octroyés pour les ressources d'aide en précisant les bénéficiaires.

Le Bureau de coordination de la lutte contre le racisme n'administre pas de programme de soutien financier.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

34. Nombre d’ETC dédiés au Bureau de coordination de la Lutte contre le racisme et la liste des postes en indiquant s’ils sont comblés.

ETC du Bureau de coordination de la lutte contre le racisme : 5,5

- Un poste de coordonnateur (comblé);

- Quatre postes de conseillers stratégiques (3 comblés);

- Avec l’appui d’un poste d’adjoint administratif (effectif partagé).

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

35. Pour les cinq dernières années, indiquer les actions et mesures mises en œuvre pour sensibiliser la population à la lutte contre le racisme.

La réponse à cette question est incluse dans la demande 36 de renseignements particuliers requis par l'opposition officielle.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

36. Pour les cinq dernières années, indiquer les sommes engagées pour les actions et mesures mises en œuvre pour sensibiliser la population à la lutte contre le racisme.

2021-2022

Campagne de sensibilisation contre le racisme et les préjugés à l’échelle du Québec : 1 189 528 \$

2022-2023

Prix Pour un Québec sans racisme 2022 : 11 598 \$
Prix Pour un Québec sans racisme 2023 : 10 888 \$

2023-2024

Prix Pour un Québec sans racisme 2023 : 23 368,42 \$

Note 1 : Les données présentées sont du 1er avril au 28 février de chaque année, sauf pour l’année 2023-2024 (1er avril 2023 au 31 janvier 2024). Étant donné que le Bureau de coordination de la lutte contre le racisme a été créé en février 2021, seules les années financières 2021-2022, 2022-2023 et 2023-2024 sont considérées pour les fins de cette question.

Note 2 : Les prix Pour un Québec sans racisme ont été créés en février 2022. La première cérémonie de remise des prix a eu lieu en mai 2022.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

37. Pour le Bureau de coordination de la lutte contre le racisme, les crédits dédiés ainsi que les copies des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant le caractère intersectionnel de la discrimination. Liste de personnel affecté à cet enjeu, liste des rencontres et des experts consultés pour 2023-2024.

Aucune étude, analyse, recherche, sondage, scénario ou projection portant sur ce sujet n’ont été menés par le Bureau de coordination de la lutte contre le racisme durant la période 2023-2024.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

Demande de renseignements particuliers du troisième groupe d'opposition

Programme 02 - Services de soutien auprès du premier ministre
et du Conseil exécutif

Éléments 01 - 02 - 03 - 04 - 05 - 06

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

Table des matières

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

1. Organigramme détaillé du ministère et des secrétariats sous sa responsabilité. Préciser les titres et le nom des personnes en faisant partie.
2. Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé, en 2024-2025, le ministère, le secrétaire général ou l'un des secrétariats; fournir leurs mandats, les objectifs, les membres, les procès-verbaux de leurs rencontres et les résultats obtenus.
3. Liste des comités ministériels permanents du MCE, leurs mandats, leurs objectifs, les membres, les procès-verbaux de leurs rencontres et les résultats obtenus.
4. Copie de toutes les directives émises par le premier ministre ou le secrétaire général depuis le 18 octobre 2020.
5. Salaire, avantages et bonis versés aux cadres du ministère du Conseil exécutif et de ses secrétariats depuis le 18 octobre 2020.
6. Liste des CT réception du Conseil des ministres depuis le 18 octobre 2020, en indiquant, pour chacun des fournisseurs, le nom, les montants payés ainsi que la date du service fourni.
7. Liste des agences ou consultants engagés par le ministère et ses secrétariats depuis le 18 octobre 2020, incluant les montants versés ou, s'il y a lieu, le montant total d'un contrat ouvert avec ces agences ou consultants.
8. Montants déboursés, par mois, depuis le 18 octobre 2020, pour la publicité, la création, l'élaboration de slogans et la publication de documents par le ministère et ses secrétariats, au Québec ou ailleurs; préciser le nom de l'agence et les médias impliqués, le cas échéant.
9. Personnel affecté au MCE et à ses secrétariats, depuis le 18 octobre 2020, incluant la date d'affectation; préciser leur lieu de travail (ville) ainsi que les conditions d'embauche et leur salaire.
10. Liste des cadres et des hauts fonctionnaires mis à pied par le Secrétariat aux emplois supérieurs incluant, pour chacun, l'allocation de départ versée et le montant équivalent au préavis, et ce, depuis le 18 octobre 2020.
11. Liste des cadres et des hauts fonctionnaires qui ont été ou qui sont sans affectation depuis le 18 octobre 2020, avec, pour chacun : la durée, le salaire total versé et la date et le lieu de réaffectation, s'il y a lieu.
12. Évolution du nombre de hauts fonctionnaires depuis le 18 octobre 2020.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

13. Depuis le 18 octobre 2020, évolution de l'effectif de la masse salariale globale pour les classes d'emploi suivantes : sous-ministre, sous-ministre associé, sous-ministre adjoint, dirigeant d'organisme, membre de direction.
14. Depuis le 18 octobre 2020, nombre de nominations ou de renouvellements de contrat pour les postes de sous-ministre, de sous-ministre associé, de sous-ministre adjoint, de dirigeant d'organisme, de membre de direction.
15. La liste des membres de l'équipe du Secrétariat à la communication gouvernementale.
16. Pour chacune des campagnes publicitaires imputées aux crédits dévolus au Secrétariat à la communication gouvernementale depuis le 18 octobre 2020 : objet, coût, clientèle visée, moyens publicitaires utilisés (type de média, fréquence et durée), nom de la firme et ou des professionnels ayant obtenu des contrats dans le cadre de la campagne, firme responsable du placement média et, selon le cas, y a-t-il utilisation de l'image du premier ministre ou d'un ministre dans le cadre de la campagne?
17. Nombre de personnes suspendues avec ou sans solde depuis le 18 octobre 2020.
18. Depuis le 18 octobre 2020, la liste de tous les voyages effectués en Challenger par le premier ministre.
19. La liste des rencontres du premier ministre avec ses homologues des autres provinces et territoires canadiens, et ce, depuis le 18 octobre 2020. Pour chacune de ces rencontres, la date, les coûts, les sujets abordés, ainsi que la liste des personnes présentes représentant le gouvernement du Québec.
20. Pour tous les programmes du ministère, donner le détail des crédits existants en 2023-2024 qui n'ont pas été reconduits en 2024-2025, en incluant les programmes qui ont été abolis.
21. Par programme, donner le niveau des crédits demandés au Conseil du trésor pour l'année 2024-2025.
22. Copie de toute nouvelle directive formulée à l'attention des directions de communication ministérielles.
23. Copie de toute correspondance adressée au premier ministre du Canada et/ou aux premiers ministres des autres provinces.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

24. Copie de l'ensemble des documents, notes et rapports, ainsi que la liste des rencontres tenues, comprenant les coûts, en lien avec l'élaboration de la politique d'affirmation du Québec et des relations canadiennes. Coûts liés à la boîte de dialogue DialogueQcCan@mce.gouv.qc.ca. Nombre de courriels reçus depuis juin 2017.
25. Nombre d'incidents en sécurité de l'information depuis 2014 au cabinet du premier ministre.
26. Nombre de personnes ayant signifié leur intérêt pour un poste de dirigeant ou de membre d'organisme nommé par l'Assemblée nationale en 2022-2023 et en 2023-2024, incluant une copie de leur curriculum vitae et de la lettre d'intérêt l'accompagnant, le cas échéant. Ventilation par poste convoité.
57. Fournir le nom du personnel abonné à la version payante du réseau social X dans le cadre de leur emploi et s'il y a lieu, le coût total de l'abonnement pour chacun d'eux pour 2023-2024.
58. Concernant le balado « Bonjour tout le monde », fournir tous les coûts reliés à la production, au tournage, à la compensation des invités et la mise en ligne. Fournir également le lieu de tournage et les couts reliés à leur location, s'il y a lieu. Fournir la liste du personnel affecté à la réalisation des épisodes. Ventiler par épisode.
167. Tableau détaillé et à jour du nombre de femmes dans chacun des conseils d'administration des sociétés d'État, au sens de la Loi sur la gouvernance des sociétés d'État.
168. Nombre de femmes occupant un poste de sous-ministre, de sous-ministre associée, de sous-ministre adjointe ou de dirigeante d'organisme en date du 31 mars 2023. Indiquer les mesures prises en 2023-2024 pour tendre vers la parité pour les ministères et organismes avec une sous-représentation féminine.
170. Pour les trois dernières années, nombre de titulaires d'emploi supérieur dont la rémunération dépasse les 100 000 \$.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

1. Organigramme détaillé du ministère et des secrétariats sous sa responsabilité. Préciser les titres et le nom des personnes en faisant partie.

La réponse à cette question est incluse à la question numéro 1 des questions particulières de l'opposition officielle.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

2. Liste des comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels participe le ministère, le secrétaire général ou l'un des secrétariats; fournir leurs mandats, les objectifs, les membres, les procès-verbaux de leurs rencontres et les résultats obtenus.

La réponse à cette question est incluse à la question numéro 74 des renseignements généraux.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

3. Liste des comités ministériels permanents du MCE, leurs mandats, leurs objectifs, les membres, les procès-verbaux de leurs rencontres et les résultats obtenus.

La réponse à cette question est incluse à la question numéro 74 des renseignements généraux.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

4. Copie de toutes les directives émises par le premier ministre ou le secrétaire général depuis le 18 octobre 2020.

La réponse à cette question est incluse à la question numéro 6 des questions particulières de l'opposition officielle.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

5. Salaire, avantages et bonis versés aux cadres du ministère du Conseil exécutif et de ses secrétariats depuis le 18 octobre 2020.

Pour la période du 1^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024, le salaire total versé aux cadres est de 10 379 938 \$.

Aucun boni n'a été versé.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

6. Liste des CT réception du Conseil des ministres depuis le 18 octobre 2020, en indiquant, pour chacun des fournisseurs, le nom, les montants payés ainsi que la date du service fourni.

Réponse : aucun

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

7. Liste des agences ou consultants engagés par le ministère et ses secrétariats depuis le 18 octobre 2020, incluant les montants versés ou, s'il y a lieu, le montant total d'un contrat ouvert avec ces agences ou consultants.

La réponse à cette question est incluse dans la question 8 des renseignements généraux.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

8. Montants déboursés, par mois, depuis le 18 octobre 2020, pour la publicité, la création, l'élaboration de slogans et la publication de documents par le ministère et ses secrétariats, au Québec ou ailleurs; préciser le nom de l'agence et les médias impliqués, le cas échéant.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 24). L'information est disponible à l'adresse suivante :
<http://www.acces.mce.gouv.qc.ca/depenses/pub/contrat-pub-promo.asp>.

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et est diffusée mensuellement sur le site du Ministère <https://www.acces.mce.gouv.qc.ca/engagements-et-contrats/index.asp>.
Pour les contrats de 25 000 \$ et moins, ceux-ci peuvent être conclus de gré à gré.

Les coûts reliés aux frais de publicité concernant les bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinet et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

9. Personnel affecté au MCE et à ses secrétariats, depuis le 18 octobre 2020, incluant la date d'affectation; préciser leur lieu de travail (ville) ainsi que les conditions d'embauche et leur salaire.

La réponse à cette question est incluse à la question numéro 9 des questions particulières de l'opposition officielle.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

10. Liste des cadres et des hauts fonctionnaires mis à pied par le Secrétariat aux emplois supérieurs incluant, pour chacun, l'allocation de départ versée et le montant équivalent au préavis, et ce, depuis le 18 octobre 2020.

La réponse à cette question est incluse à la question numéro 12 des questions particulières de l'opposition officielle.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

11. Liste des cadres et des hauts fonctionnaires qui ont été ou qui sont sans affectation depuis le 18 octobre 2020, avec, pour chacun :

a) la durée;

b) le salaire total versé;

c) la date et le lieu de réaffectation, s'il y a lieu.

La réponse à cette question est incluse à la question numéro 73 des renseignements généraux.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

12. Évolution du nombre de hauts fonctionnaires depuis le 18 octobre 2020.

La réponse à cette question est incluse à la question numéro 13 des questions particulières de l'opposition officielle.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

13. Depuis le 18 octobre 2020, évolution de l'effectif de la masse salariale globale pour les classes d'emploi suivantes : sous-ministre, sous-ministre associé, sous-ministre adjoint, dirigeant d'organisme, membre de direction.

La réponse à cette question est incluse à la question numéro 14 des questions particulières de l'opposition officielle.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

14. Depuis le 18 octobre 2020, nombre de nominations ou de renouvellements de contrat pour les postes de sous-ministre, de sous-ministre associé, de sous-ministre adjoint, de dirigeant d'organisme, de membre de direction.

La réponse à cette question est incluse aux questions numéro 15 et 16 des questions particulières de l'opposition officielle

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

15. La liste des membres de l'équipe du Secrétariat à la communication gouvernementale.

SECRÉTARIAT À LA COMMUNICATION GOUVERNEMENTALE (SCG) Le SCG est formé de plus de 800 personnes réparties dans l'ensemble des ministères. Cette liste inclut le personnel des unités centrales du Secrétariat à la communication gouvernementale, de la Direction des communications numériques gouvernementales, de même que celui de la Direction des communications du ministère du Conseil exécutif, du Secrétariat du Conseil du trésor et du ministère de la Langue française. La liste exclut le personnel des directions des communications des autres ministères.	
Alain, Steve	Clavet, Édith
Auclair, Jean	Cliche, Andrée-Anne
Audet, Catherine	Courchesne, Marie-Anne
Audin, Thierry	Coursol, Christopher
Bédard, Marc	Couturier, Anne-Hélène
Belzile, Karine	Daudelin, Marie-Pierre
Bergeron, Barbara-Ann	Deschênes, Michaël
Bergeron-Simard, Annabelle	Dubuc, Marie-Line
Bernier-Bergeron, Pascale	Dumont, Laurie
Bernier-Héroux, Mathilde	Fiset, Alexandre
Bérubé, Marjorie	Forgues, Zacharry-David
Bilodeau, Marie	Fortin, Éliott
Boissonneault, Chantal	Foster, Nathalie
Boissonneault-Gingras, Cynthia	Fournier, Patrick
Bouchard, Sandrine	Gagné, Kimberly
Boucher, Martin	Gagnon, Sophie
Boulay, Annick	Garcia, Guillaume
Boutin, Catherine	Garon, Karine
Camiré, Philippe	Gaulin-Durand, Bénédicte
Caron, Nadia	Gaumont, Patrick
Cavanagh, Daniel	Germain, Julie

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

15. La liste des membres de l'équipe du Secrétariat à la communication gouvernementale.

Chouinard, Jean	Gosselin, Jérôme
Cimon-Mattar, Noémie	Grenier, Amélie
Guérard, Émilie	Morin, Renée
Hashimi, Marya	Morin, Yannick
Huot, Dany	Muckle, Karl
Houle, Delphine	Munos, Marc
Imbeault, Mathieu	Ngo-Minka, Anne-Élisabeth
Kone, Ibrahima	Niang, Bocar
Lamothe Josiane	O'Farrell, Clara
Lachance, Patrick	Pellerin, François-Xavier
Lajeunesse, Zoé	Plinke, Aurélie
Langlais, Théo	Poirier, Éloïse
Lapierre, Christiane	Poisson, Éric
Lapointe, Anne-Marie	Rioux, Maxime
Larose, Anne	Rochette, Émilie
Lavoie, Antoine	Sandoval, Claudia
Leblanc, Jessica	Sauvé, Marie-Pier
Leclerc, Catherine	Sénéchal, Andrée-Ann
Lefebvre, David	Simard, Guy
Lepage, Pascale	Touh, Elhoussine
Léveillé, Michel	Turgeon-Girard, Stéphanie
Normandin, Hugo	Vachon, Caroline
Magny, Claudine	Verreault, Mélodie
Mercier, Lisa	

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

16. Pour chacune des campagnes publicitaires imputées aux crédits dévolus au Secrétariat à la communication gouvernementale depuis le 18 octobre 2020 :

- a) objet;**
- b) coût;**
- c) clientèle visée;**
- d) moyens publicitaires utilisés (type de média, fréquence et durée);**
- e) nom de la firme et ou des professionnels ayant obtenu des contrats dans le cadre de la campagne;**
- f) firme responsable du placement média;**
- g) et, selon le cas, y a-t-il utilisation de l'image du premier ministre ou d'un ministre dans le cadre de la campagne?**

La réponse à cette question est incluse à la question numéro 23 des questions particulières de l'opposition officielle.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

17. Nombre de personnes suspendues avec ou sans solde depuis le 18 octobre 2020.

Trois personnes ont été suspendues sans solde au cours de la période.

Note : Les données présentées sont du 1er avril 2020 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

18. Depuis le 18 octobre 2020, la liste de tous les voyages effectués en Challenger par le premier ministre.

La réponse à cette question est incluse à la question numéro 10 des questions particulières de l'opposition officielle.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

19. La liste des rencontres du premier ministre avec ses homologues des autres provinces et territoires canadiens, et ce, depuis le 18 octobre 2020. Pour chacune de ces rencontres, la date, les coûts, les sujets abordés, ainsi que la liste des personnes présentes représentant le gouvernement du Québec.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Québec aux relations canadiennes.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

20. Pour tous les programmes du ministère, donner le détail des crédits existants en 2023-2024 qui n'ont pas été reconduits en 2024-2025, en incluant les programmes qui ont été abolis.

Réponse : aucun

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

21. Par programme, donner le niveau des crédits demandés au Conseil du trésor pour l'année 2024-2025.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans le Volume 3 du Budget de dépenses 2024-2025 « Crédits et dépenses des portefeuilles ».
<https://www.tresor.gouv.qc.ca/budget-de-depenses/budget-de-depenses-2024-2025/>

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

22. Copie de toute nouvelle directive formulée à l'attention des directions de communication ministérielles.

La réponse à cette question est incluse à la question numéro 20 des questions particulières de l'opposition officielle.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

23. Copie de toute correspondance adressée au premier ministre du Canada et/ou aux premiers ministres des autres provinces.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Québec aux relations canadiennes.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

24. Copie de l'ensemble des documents, notes et rapports, ainsi que la liste des rencontres tenues, comprenant les coûts, en lien avec l'élaboration de la politique d'affirmation du Québec et des relations canadiennes. Coûts liés à la boîte de dialogue DialogueQcCan@mce.gouv.qc.ca. Nombre de courriels reçus depuis juin 2017.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Québec aux relations canadiennes.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

25. Nombre d'incidents en sécurité de l'information depuis 2014 au cabinet du premier ministre.

La réponse à cette question est incluse à la question numéro 58 des renseignements généraux.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

26. Nombre de personnes ayant signifié leur intérêt pour un poste de dirigeant ou de membre d'organisme nommé par l'Assemblée nationale en 2022-2023 et en 2023-2024, incluant une copie de leur *curriculum vitae* et de la lettre d'intérêt l'accompagnant, le cas échéant. Ventilation par poste convoité.

La réponse à cette question est incluse à la question numéro 11 des questions particuliers de l'opposition officielle.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

57. Fournir le nom du personnel abonné à la version payante du réseau social X dans le cadre de leur emploi et s'il y a lieu, le coût total de l'abonnement pour chacun d'eux pour 2023-2024.

L'équipe des médias sociaux et du marketing numérique à la Direction des communications numériques gouvernementales possède un abonnement pour la gestion du compte @GouvQc. Les frais sont de 115 \$.

Données du 1er avril 2023 au 31 janvier 2024

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

58. Concernant le balado « Bonjour tout le monde », fournir tous les coûts reliés à la production, au tournage, à la compensation des invités et la mise en ligne. Fournir également le lieu de tournage et les coûts reliés à leur location, s’il y a lieu. Fournir la liste du personnel affecté à la réalisation des épisodes. Ventiler par épisode.

La production, le tournage et la mise en ligne des épisodes du balado « Bonjour tout le monde » sont effectués par du personnel du Cabinet du premier ministre. Aucun coût n'est associé à ces étapes.

Aucune compensation financière n'a été offerte aux invités.

Tous les épisodes ont été tournés dans des locaux appartenant au ministère du Conseil exécutif, sans frais de location.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

167. Tableau détaillé et à jour du nombre de femmes dans chacun des conseils d'administration des sociétés d'État, au sens de la Loi sur la gouvernance des sociétés d'État¹.

Sociétés d'État ou organismes visés	Nombre de femmes (au 31 janvier 2024)
Agence du revenu du Québec	5
Autorité des marchés financiers	6
Bibliothèque et Archives nationales du Québec	8
Caisse de dépôt et placement du Québec	6
Commission de la capitale nationale du Québec	5
Commission de la construction du Québec	7
Conseil de gestion de l'assurance parentale	6
Conseil des arts et des lettres du Québec	6
Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec	7
Corporation d'urgences-santé	5
École nationale de police du Québec	5
École nationale des pompiers du Québec	6
Fondation de la faune du Québec	3
Fonds de recherche du Québec - Nature et technologies	8
Fonds de recherche du Québec - Santé	9
Fonds de recherche du Québec - Société et culture	8
Héma-Québec	6
Hydro-Québec	8
Institut national de santé publique du Québec	4
Institut national d'excellence en santé et en services sociaux	6
Investissement Québec	9
La Financière agricole du Québec	7
Musée d'Art contemporain de Montréal	7
Musée de la Civilisation	7
Musée national des beaux-arts du Québec	8

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Sociétés d'État ou organismes visés	Nombre de femmes (au 31 janvier 2024)
Office Québec-Monde pour la jeunesse	6
Régie de l'assurance maladie du Québec	7
Régie du bâtiment du Québec	4
Retraite Québec	7
Société de développement des entreprises culturelles	8
Société de développement et de mise en valeur du Parc olympique	6
Société de la Place des Arts de Montréal	7
Société de l'assurance automobile du Québec	7
Société de télédiffusion du Québec	7
Société des alcools du Québec	5
Société des établissements de plein air du Québec	5
Société des loteries du Québec	8
Société des Traversiers du Québec	6
Société d'habitation du Québec	5
Société du Centre des congrès de Québec	6
Société du Grand Théâtre de Québec	5
Société du Palais des congrès de Montréal	7
Société du parc industriel et portuaire de Bécancour	3
Société du Plan Nord	8
Société québécoise de récupération et de recyclage	5
Société québécoise des infrastructures	6
Société québécoise d'information juridique	5
Total	295 (51,6%)
¹ Aux 44 sociétés d'État énumérées à l'annexe 1 de la LGSE s'ajoutent la Caisse de dépôt et placement du Québec, la Commission de la construction du Québec et Hydro-Québec qui sont assujetties à l'article 43 de la LGSE, pour un total de 47 sociétés d'État.	

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

168. Nombre de femmes occupant un poste de sous-ministre, de sous-ministre associée, de sous-ministre adjointe ou de dirigeante d'organisme en date du 31 janvier 2024. Indiquer les mesures prises en 2023-2024 pour tendre vers la parité pour les ministères et organismes avec une sous-représentation féminine.

MINISTÈRES	Nombre de femmes (au 31 janvier 2024)
Sous-ministres	13
Sous-ministres associées ou adjointes	65
ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX	
Présidentes	51
Vice-présidentes	64
AUTRES ORGANISMES	
Présidentes	4
Vice-présidentes	1
TOTAL	198

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

170. Pour les trois dernières années, nombre de titulaires d'emploi supérieur dont la rémunération dépasse les 100 000 \$.

Au 31 janvier 2024, il y avait 846 titulaires d'un emploi supérieur dont la rémunération dépassait les 100 000 \$.